VILLE DE SERAING**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 14 NOVEMBRE 2016**

**Sous la présidence de M. Alain MATHOT, Bourgmestre
M. le Président ouvre la séance à 19h26**

SÉANCE PUBLIQUE

Il est procédé à l'appel nominal.

Présents : M. MATHOT, Bourgmestre-Président,
MM. DELL'OLIVO, VANBRABANT, DELMOTTE, GROSJEAN, Mmes GELDOF et
ROBERTY, Échevins, M. BEKAERT, Président du Centre public d'action sociale,
M. MAYERESSE, Mme BUDINGER, MM. TODARO, THIEL, Mmes VALÉSIO,
ROSENBAUM, MM. CULOT, ONKELINX, SCIORTINO, Mmes TREVISAN,
GÉRADON, M. ROBERT, Mmes PICCHIETTI, CRAPANZANO, PENELLE,
MILANO, DELIÈGE, M. RIZZO, Mme KRAMMISCH, MM. NAISSE, WALTHÉRY,
HOLZEMANN, Mme JEDOCI, MM. VAN DER KAA, NILS, ANCION, Membres, et
M. ADAM, Directeur général ff.

Excusé(s) : M. DECERF, Echevin, M. LAEREMANS, Mme ZANELLA, MM. BERGEN et
PAQUET, Membres.

Le procès-verbal de la séance du **17 octobre 2016**, dernière en date, ayant été tenu à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions légales en la matière, le Conseil communal, unanime, dispense M. le Directeur général ff de la lecture des décisions prises au cours de cette séance et approuve le procès-verbal à l'unanimité.

M. le Directeur général donne lecture de la correspondance :

Nous avons reçu, sur base de l'article L 1122-24 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, deux courriels sollicitant l'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour de la présente séance.

Ces demandes émanent de MM. SCIORTINO et ANCION.

LE CONSEIL,

OBJET N° 1 : Prise d'acte du procès-verbal de la réunion du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 28 septembre 2016.

Vu l'article 26, paragraphe 2, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, telle que modifiée, fixant la composition et le cadre général du fonctionnement du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale ;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1993 qui en établit les modalités précises ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le procès-verbal du comité de concertation du 28 septembre 2016 relatif point suivant, présenté par le C.P.A.S. : "Modification budgétaire n° 1" ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

PREND ACTE

du procès-verbal de la réunion du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 28 septembre 2016.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Prise d'acte, ce point n'appelle pas de vote

OBJET N° 2 : Reconduction du plan communal pour l'emploi pour l'année 2017.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ainsi que les arrêtés royaux portant exécution de ladite loi ;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, notamment son article 26 bis ;

Vu ses délibérations antérieures ayant pour objet l'occupation d'agents contractuels subventionnés dans le cadre du plan communal pour l'emploi (convention n° 799 - P.C.E. conclue entre la Ville et la Région wallonne) et marquant un accord de principe sur sa reconduction jusqu'au 31 décembre 2016 ;

Attendu que les projets actuels dans les secteurs d'activité (propreté, entretien du patrimoine, petite enfance, culture et sports) donnent entière satisfaction ;

Vu les décisions antérieures du collège communal procédant à l'engagement d'agents contractuels subventionnés dans le cadre du plan communal pour l'emploi ;

Vu le procès-verbal du 2 novembre 2016 établi à l'issue de la négociation syndicale ;

Vu le procès-verbal du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 2 novembre 2016 ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section relatif au présent point,

MARQUE

par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, un accord de principe sur la reconduction, pour une période d'un an prenant cours le 1er janvier 2017, du plan communal pour l'emploi,

PRÉCISE

1. que les secteurs d'activité (propreté, entretien du patrimoine, petite enfance, culturel et sportif) se répartissent comme suit :
 - contrat de propreté : 12 emplois ;
 - contrat d'entretien du patrimoine : 8 emplois ;
 - contrat de la petite enfance : 4 emplois ;
 - contrat socioculturel et sportif : 5 emplois et demi ;
2. qu'une copie de cette délibération sera transmise aux Cabinets ministériels concernés.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 3 : Approbation des points aux ordres du jour des assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) à laquelle la Ville de SERAING est associée.

Vu le courrier du 30 septembre 2016 par lequel la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) convoque la Ville de SERAING à ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 24 novembre 2016 et transmet les ordres du jour ainsi que les annexes ;

Vu le Code des sociétés et, plus particulièrement, les articles 390 et suivants relatifs aux s.c.r.l. ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement, l'article L1523-12 ;

Vu les statuts de l'intercommunale publiés aux annexes du Moniteur belge le 13 décembre 2011 sous le numéro 0186791 et modifiés en dernier lieu le 3 juin 2015 sous le numéro 0077833 ;

Vu sa délibération n° 8 du 14 octobre 2013 portant sur la prise de participation de la Ville de SERAING au capital de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO), approuvée par arrêté du 20 novembre 2013, de M. le Ministre des pouvoirs locaux et de la Ville ;

Vu sa délibération n°9 du 12 novembre 2013 désignant en qualité de délégués au sein de l'assemblée générale de ladite intercommunale, Mmes Julie GELDOF, Andrée BUDINGER, Laura CRAPANZANO, MM. Christophe HOLZEMANN et Damien ROBERT ;

Vu sa délibération n°1 du 23 mai 2016 approuvant, notamment, l'unique point à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2016 de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) ;

Attendu que lorsque le conseil communal délibère sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale, les délégués rapportent la proportion des votes intervenus ;

Attendu que, dans ce cas, la présence d'un seul délégué suffit pour exprimer la totalité des voix de la Ville à l'assemblée générale ;

Attendu, a contrario, qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à la Ville ;

Attendu que lorsque l'ordre du jour contient des points relatifs à l'approbation des comptes ou au vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège des contrôleurs aux comptes, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention ;

Attendu que l'unique point à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire, portant sur la modification des statuts de l'intercommunale, est un report de l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2016 pour laquelle le quorum de présence n'avait pas été atteint ;

Attendu que le conseil communal avait valablement délibéré sur ce point en sa séance du 23 mai 2016 susvisée ;

Attendu, dès lors que l'intercommunale indique, dans son courrier susvisé, que la délibération y relative sera prise en compte pour les votes lors de l'assemblée générale du 24 novembre 2016 et que cette assemblée pourra délibérer quel que soit le nombre de parts et de voix représentées ;

Attendu dès lors, qu'il n'y a pas lieu de délibérer à nouveau sur ce point ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

APPROUVE

les points suivants à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 24 novembre 2016 de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) :

1. Présentation des nouveaux produits :
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
2. Evaluation du plan stratégique 2016 :
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
3. Présentation du budget 2017 ;
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
4. Désignation d'administrateurs :
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.

5. In house, information sur la représentation des membres au sein du conseil d'administration :

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.

6. Clôture :

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34,

PREND ACTE

- que l'unique point à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 24 novembre 2016 de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) constitue un report de l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2016, pour laquelle le quorum de présence n'avait pas été atteint ;
- que, dès lors, sa délibération n° 1 du 23 mai 2016 y relative sera prise en compte pour les votes ;
- que cette assemblée pourra délibérer quel que soit le nombre de parts et de voix représentées,

CHARGE

le service juridique d'adresser à la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) un extrait certifié conforme de la présente délibération.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 4 : Désignation d'un candidat-administrateur et d'un candidat au comité directeur D à la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS ET D'HOSPITALISATION (A.I.S.H.), en raison d'une démission.

Vu l'e-mail du 11 octobre 2016 par lequel la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS ET D'HOSPITALISATION (A.I.S.H.) transmet à la Ville de SERAING la lettre de démission de Mme Suzanne ROSENBAUM de ses mandats au sein des organes de ladite intercommunale et sollicite qu'il soit délibéré sur la désignation de son remplaçant ;

Vu le Code des sociétés et, plus particulièrement, les articles 390 et suivants relatifs aux s.c.r.l. ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1523-15 et L1532-2, alinéa 2, ainsi que l'article L1523-18 ;

Vu la circulaire du 25 mars 2013 relative à l'installation des nouveaux organes dans les intercommunales, les régies communales autonomes, les associations de projet, les a.s.b.l. et les associations chapitre XII, émanant de M. le Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu les statuts de l'intercommunale publiés aux annexes du Moniteur belge et modifiés en dernier lieu le 13 juillet 2015 sous le numéro 0100054 et plus particulièrement l'article 28 ;

Vu sa délibération n° 26, 2) du 10 juin 2013 proposant Mmes Suzanne ROSENBAUM, Carine ZANELLA, Mélissa TREVISAN, MM. Andrea DELL'OLIVO et Fabian CULOT en qualité de candidats-administrateurs de ladite intercommunale ;

Vu sa délibération n° 5 du 13 octobre 2014 présentant Mmes Suzanne ROSENBAUM et Carine ZANELLA en qualité de candidates au comité directeur D de la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS ET D'HOSPITALISATION (A.I.S.H.), pour la législature 2012-2018, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal ;

Attendu qu'il convient de remplacer Mme Suzanne ROSENBAUM et de proposer à l'intercommunale un candidat-administrateur faisant partie du même groupe politique afin de respecter la répartition proportionnelle susmentionnée, soit un candidat appartenant au groupe politique PS ;

Attendu que les membres du comité directeur D sont désignés par le conseil d'administration, en son sein, à la proportionnelle de l'ensemble des conseils des communes, provinces et centres publics d'action sociale associés, conformément au résultat de l'application du calcul de la clé d'Hondt et que, dès lors, il convient de présenter un candidat appartenant également au groupe politique PS ;

Attendu que tout mandat dans les différents organes d'une intercommunale prend fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

PRESENTE

- par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, M. Philippe GROSJEAN en qualité de candidat-administrateur de la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS ET D'HOSPITALISATION (A.I.S.H.), pour ce qu'il reste à courir la législature 2012-2018, et ce, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal ;
- par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, M. Philippe GROSJEAN en qualité de candidat au comité directeur D de la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS ET D'HOSPITALISATION (A.I.S.H.), pour ce qu'il reste à courir la législature 2012-2018, et ce, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 5 : Modifications dans la représentation de la Ville de SERAING au sein des organes de l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDEPLOIEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.).

Vu l'e-mail daté du 17 octobre 2016 par lequel Mme Florence DETALLE informe la Ville de SERAING de la volonté de féminiser l'assemblée générale et le conseil d'administration de l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDEPLOIEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.), en raison du souhait de garder une proximité entre ladite a.s.b.l. et l'a.s.b.l. ALPI, laquelle est tenue, pour des raisons d'agrément par la Région wallonne, de respecter le décret mixité ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ;

Vu la circulaire du 25 mars 2013 relative à l'installation des nouveaux organes dans les intercommunales, les régies autonomes, les associations de projet, les a.s.b.l. et les associations chapitre XII, émanant de M. le Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-30, L1122-34, paragraphe 2, et L1234-1 et suivants ;

Vu les statuts de ladite a.s.b.l. publiés aux annexes du Moniteur belge le 28 mars 2011 sous le numéro 047051 tels que modifiés en dernier lieu le 25 août 2015 sous le numéro 0122358 ;

Vu sa délibération n° 6 du 9 septembre 2013 portant sur la désignation des représentants du conseil communal au sein des organes de l'a.s.b.l. A.R.E.B.S. ;

Vu sa délibération n° 3 du 10 novembre 2014 relative au remplacement de Mme Aurelia MILANO par M. Jean-Louis DELMOTTE, au sein de l'a.s.b.l. A.R.E.B.S. ;

Vu sa délibération n° 5 du 16 décembre 2014 relative, notamment, au remplacement de M. Francesco PARRINELLO par M. Alain PAQUET, au sein des organes de l'a.s.b.l. A.R.E.B.S. ;

Attendu que le décret mixité susmentionné correspond plus précisément au décret du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne ;

Attendu que l'a.s.b.l. A.R.E.B.S. répond à la définition d'a.s.b.l. communale de l'article L1234-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et qu'il appartient donc au conseil communal de désigner ses représentants au sein des organes de ladite a.s.b.l., à la proportionnelle conformément à l'article L1234-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Attendu que les mandats dans les différents organes d'une a.s.b.l. communale prennent fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux des communes associées ;

Attendu qu'il convient de désigner deux délégués à l'assemblée générale et de présenter deux candidates-administrateurs en remplacement de MM. Damien ROBERT et Eric VANBRABANT ;

Attendu que pour respecter la répartition résultant de l'application de la clé d'Hondt, il convient de remplacer MM. Damien ROBERT et Eric VANBRABANT par des conseillers appartenant aux mêmes groupes politiques que ces derniers ;

Attendu que dans son e-mail susvisé, Mme Florence DETALLE indique que "les partis concernés ont été consultés et sont d'accord afin que :

- M. Damien ROBERT soit remplacé par Mme Liliane PICCHIETTI aux CA et AG des deux structures (ALPI et AREBS)
- M. Eric VANBRABANT soit remplacé par Mme Julie PENELLE au CA des deux structures (les deux représentants restant à l'AG) ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DESIGNE

par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, en remplacement de M. Damien ROBERT, Mme Liliane PICCHIETTI, pour représenter la Ville de SERAING en qualité de déléguée au sein de l'assemblée générale de ladite a.s.b.l.

En conséquence, Mme Liliane PICCHIETTI est désignée en qualité de déléguée, pour représenter la Ville de SERAING au sein de l'assemblée générale de l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDEPLOIEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.), pour ce qu'il reste à courir de la législature 2012-2018, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal,

PRESENTE

- par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, en remplacement de M. Damien ROBERT, Mme Liliane PICCHIETTI, en qualité de candidate-administrateur pour représenter la Ville de SERAING au sein du conseil d'administration de ladite a.s.b.l. ;
- par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, en remplacement de M. Eric VANBRABANT, Mme Julie PENELLE, en qualité de candidate-administrateur pour représenter la Ville de SERAING au sein du conseil d'administration de ladite a.s.b.l.

En conséquence, Mmes Liliane PICCHIETTI et Julie PENELLE sont présentées en qualité de candidates-administrateurs pour représenter la Ville de SERAING au sein du conseil d'administration de l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDEPLOIEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.), pour ce qu'il reste à courir de la la législature 2012-2018, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal,

CHARGE

le service juridique d'adresser un extrait certifié conforme de la présente délibération à l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDEPLOIEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.).

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 6 : Modifications dans la représentation de la Ville de SERAING au sein des organes de l'a.s.b.l. ALPI.

Vu l'e-mail daté du 17 octobre 2016, par lequel Mme Florence DETALLE informe la Ville de SERAING que, pour des raisons d'agrément au niveau de la Région wallonne, l'a.s.b.l. ALPI est tenue de respecter le décret mixité et qu'il faut donc féminiser le conseil d'administration de celle-ci ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi et son arrêté d'exécution du 23 avril 2009 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1234-6 ;

Vu sa délibération n°4 du 9 novembre 2015 relative à la création d'ALPI, décidant d'y participer comme membre fondateur, approuvant le projet de statuts et désignant ses représentants au sein de ladite a.s.b.l. ;

Vu sa délibération n°18 du 14 juin 2016 relative à la désignation d'un représentant surnuméraire au sein de l'assemblée générale de l'a.s.b.l. ALPI ;

Vu les statuts de l'a.s.b.l. ALPI publiés aux annexes du Moniteur belge et modifiés en dernier lieu le 26 avril 2016 sous le numéro 0058188 ;

Attendu que le décret mixité susmentionné correspond plus précisément au décret du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne ;

Attendu que dans son e-mail susvisé, Mme Florence DETALLE indique que "les partis concernés ont été consultés et sont d'accord afin que :

- M. Damien ROBERT soit remplacé par Mme Liliane PICCHIETTI aux CA et AG des deux structures (ALPI et AREBS)
- M. Eric VANBRABANT soit remplacé par Mme Julie PENELLE au CA des deux structures (les deux représentants restant à l'AG) ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,
DESIGNE

par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, en remplacement de M. Damien ROBERT, Mme Liliane PICCHIETTI, pour représenter la Ville de SERAING en qualité de déléguée au sein de l'assemblée générale de ladite a.s.b.l.

En conséquence, Mme Liliane PICCHIETTI est désignée en qualité de déléguée, pour représenter la Ville de SERAING au sein de l'assemblée générale de l'a.s.b.l. ALPI, pour ce qu'il reste à courir de la législature 2012-2018, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal,

PRESENTE

- par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, en remplacement de M. Damien ROBERT, Mme Liliane PICCHIETTI, en qualité de candidate-administrateur pour représenter la Ville de SERAING au sein du conseil d'administration de ladite a.s.b.l. ;
- par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, en remplacement de M. Eric VANBRABANT, Mme Julie PENELLE, en qualité de candidate-administrateur pour représenter la Ville de SERAING au sein du conseil d'administration de ladite a.s.b.l.

En conséquence, Mmes Liliane PICCHIETTI et Julie PENELLE sont présentées en qualité de candidates-administrateurs pour représenter la Ville de SERAING au sein du conseil d'administration de l'a.s.b.l. ALPI, pour ce qu'il reste à courir de la législature 2012-2018, avec effet jusqu'à la première assemblée générale qui suit le renouvellement du conseil communal,

CHARGE

le service juridique d'adresser un extrait certifié conforme de la présente délibération à l'a.s.b.l. ALPI.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 7 : Mise en location du droit de chasse sur le massif forestier de la Vecquée en deux lots distincts. Approbation de l'avenant n° 2 au cahier des charges, émanant du Département nature et forêts du Service public de Wallonie – Cantonnement de LIEGE.

Vu la nouvelle loi communale et, plus particulièrement, son article 135, paragraphe 2, 6° confiant aux communes le soin de remédier aux événements fâcheux qui sont occasionnés par la divagation d'animaux malfaisants et féroces ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, son article L1122-30 ;

Vu sa délibération n° 65 du 23 mai 2011 relative à la mise en location du droit de chasse sur le massif forestier de la Vecquée en deux lots distincts et à l'approbation du cahier des charges émanant du Département nature et forêts du Service public de Wallonie – Cantonnement de LIEGE ;

Vu sa délibération n° 8 du 17 décembre 2012 relative notamment à l'approbation du premier avenant au cahier des charges susdit ;

Vu le courrier daté du 9 septembre 2016, par lequel le Département nature et forêts du Service public de Wallonie propose à la Ville l'approbation de l'avenant n° 2 audit cahier des charges ;

Attendu que les délibérations susmentionnées sont intervenues dans un contexte de réduction des populations de sangliers en vue de diminuer les dégâts et les problèmes de sécurité publique causés par cette espèce en périphérie urbaine ;

Attendu que ledit avenant n° 2 a pour but d'améliorer les conditions de chasse en vue d'augmenter l'efficacité des actions de chasse et leur niveau de sécurité ;

Attendu que la problématique sus-évoquée, relative à la surpopulation des sangliers, est toujours d'actualité ;

Considérant dès lors qu'il convient de répondre favorablement à la proposition susvisée du Département nature et forêts du Service public de Wallonie ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ARRETE

par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34, les termes de l'avenant n° 2 au cahier des charges relatif à la mise en location du droit de chasse sur le massif forestier de la Vecquée en deux lots distincts, émanant du Département nature et forêts du Service public de Wallonie – Cantonnement de LIEGE, comme ci-après :

ANNEXE I - CLAUSES PARTICULIERES

AVENANT N° 2

Le présent avenant annule et remplace les clauses particulières modifiées le 12 décembre 2012 par le Directeur général de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (D.G.A.R.N.E), Monsieur Cl. DELBEUCK.

Les dispositions ci-dessous entrent en vigueur le jour de leur approbation par l'adjudicataire.

Article 1 - Contexte général (art. 1 des clauses générales)

L'article 1er des dispositions générales est complété par l'alinéa suivant.

"Plus spécifiquement, la location du droit de chasse dans la forêt indivise de la Vecquée-Seraing intervient dans un contexte de réduction des populations de sangliers en vue de diminuer les dégâts et les problèmes de sécurité publique causés par cette espèce en périphérie urbaine."

Article 2 - Instauration d'un Comité de Suivi "Sanglier"

Le comité de suivi "sanglier" (CSS) a pour mission d'évaluer la pression cynégétique exercée par l'adjudicataire sur les populations de sangliers en regard des dégâts et des problèmes de sécurité publique causés par cette espèce en périphérie urbaine et de formuler au Directeur de Centre un avis sur les moyens à mettre en œuvre pour diminuer ou prévenir ces derniers.

La composition du CSS est fixée par le Directeur de Centre. Il comprend, entre autres, les adjudicataires des lots 1 et 2 (ou leurs représentants), des représentants officiels de l'autorité politique de la Commune, de la police et de l'Administration communale et des représentants du Département de la Nature et des Forêts (DNF). Le Directeur de Centre peut - d'initiative ou à la demande d'un membre du CSS - inviter d'autres personnes intéressées directement ou indirectement par la problématique du sanglier. Le secrétariat du CSS est pris en charge par le DNF.

Le CSS se réunit trimestriellement à l'initiative du Chef de cantonnement. Les dates fixées pour ces réunions sont communiquées à l'ensemble des intervenants au plus tard le 1er juin de chaque année.

En dehors de ces dates, le Chef de cantonnement peut provoquer toute réunion du CSS qu'il juge utile.

La convocation est envoyée aux membres au minimum 7 jours avant la date prévue pour la réunion.

L'adjudicataire est tenu d'assister aux réunions visées au présent article ou de s'y faire représenter.

Article 3 - Durée du bail (art. 5 des clauses générales).

Le présent bail prend cours le 1er juillet 2011 pour se terminer au plus tard le 30 juin 2018.

Toutefois, l'adjudicataire et le bailleur auront chacun le droit de résilier le bail dans le courant du premier semestre des années 2012, 2014 et 2016 aux conditions suivantes :

1. Sur la base d'une évaluation des saisons de chasse écoulées, le bailleur, l'adjudicataire entendu, peut décider (1) de poursuivre le bail aux conditions initiales, (2) de poursuivre le bail en adaptant les clauses particulières du cahier des charges ou (3) de résilier le bail. Il motive les décisions visées sous (2) et (3).

Le cas échéant, les modifications des clauses particulières sont transcrites dans un avenant au cahier des charges. Ce dernier est soumis à l'approbation du Directeur général de la D.G.A.R.N.E. et du Conseil communal de la Ville de SERAING, ci-après dénommé Conseil.

Le Directeur de Centre - pour les décisions (1) et (2) - ou le Directeur général de la D.G.A.R.N.E. et le Conseil - pour la décision (3) - avisent, par écrit et par courrier recommandé, l'adjudicataire de la décision prise à l'issue de l'évaluation au plus tard le 31 mars de l'une des années visées à l'alinéa 2 ci-dessus

2. Qu'elle soit prise d'initiative ou à la suite d'une des décisions (1) et (2) visées au point 1 ci-dessus, l'adjudicataire avise, par écrit et par courrier recommandé, le Directeur de Centre de sa décision de résilier le bail au plus tard le 30 avril de la même année. Il motive sa décision. Passé ce délai, l'adjudicataire est censé avoir accepté les conditions fixées par le bailleur. Lui et ses associés sont tenus de signer pour accord l'avenant éventuel au cahier des charges visé au point 1 ci-dessus.

En aucun cas, l'adjudicataire ou le bailleur ne peuvent se prévaloir d'une quelconque décision prise dans le cadre du présent article, pour exiger une diminution de loyer ou une indemnité quelconque.

Les critères pris en compte dans l'évaluation visée à l'alinéa 1er, point 1 sont les suivants :

- le respect du plan de tir au sanglier visé à l'article 9 "Régulation du tir" ci-dessous ;
- la prise en compte des décisions du Directeur de Centre suite à la consultation du CSS ;
- le respect des consignes de sécurité à appliquer dans le cadre de l'exercice des modes de chasse autorisés sur le lot ;
- l'existence éventuelle de plaintes ou de conflits avec d'autres usagers de la forêt ;
- la collaboration avec le service forestier pour atteindre les objectifs visés par le cahier des charges ;
- le respect des clauses générales et particulières du cahier des charges.

Article 4 - Nombre d'associés (art. 10 des clauses générales)

Le nombre maximum d'associés est fixé à 2.

Article 5 - Mode(s) de chasse interdit(s) (art. 37 des clauses générales).

Tous les modes de chasse sont interdits à l'exception des modes de chasse suivants : la chasse à l'approche, la chasse à l'affût et la traque-affût.

La traque-affût fait partie du procédé de « chasse en battue ». Elle se définit comme un procédé de chasse pratiqué par plusieurs chasseurs, installés sur des postes surélevés disséminés à l'intérieur de l'enceinte de chasse, et attendant le gibier rabattu par plusieurs traqueurs accompagnés ou non de chiens.

L'usage de chiens devra préalablement être approuvé par le Chef de cantonnement.] (Avenant n°1)

Article 6 - Nombre de chasseurs pratiquant simultanément les différents modes de chasse autorisés (art. 40 et art. 42 des clauses générales).

Le nombre maximum de chasseurs pratiquant simultanément la chasse à l'approche est fixé à 4.

Le nombre maximum de chasseurs pratiquant simultanément la chasse à l'affût est fixé à 15.

Le nombre maximum de chasseurs pratiquant simultanément la traque-affût est fixé à 1 par 5 ha d'enceinte traquée. [Toutefois, lorsque la superficie de l'enceinte est inférieure à 40 ha, ce nombre est fixé à 8 chasseurs. On parle alors de traque-affût restreinte] (Avenant 11°2)] (Avenant n°1)

Article 7 - Traque-affût, enceintes et postes de battue (art. 42 des clauses générales)

Les postes d'affût collectif et de traque-affût sont soumis à l'article 41 des clauses générales.

L'emplacement d'un poste de traque-affût doit permettre à un chasseur d'effectuer un tir fichant sur 360°.

Dans le cas contraire, l'angle de tir autorisant un tir fichant doit être systématiquement matérialisé par des jalons

La distance maximum de tir est fixée à 100 mètres. Cette distance doit être systématiquement matérialisée par des jalons.

L'adjudicataire, ou la personne désignée par lui pour l'organisation d'une traque-affût, a l'obligation de communiquer aux chasseurs les consignes reprises à l'annexe XII ainsi que toutes autres informations utiles à la sécurité et au bon déroulement de l'action de chasse. Celles-ci sont énoncées oralement avant le début de la traque-affût et remises par écrit à tous les participants (chasseurs, traqueurs, etc.).

L'adjudicataire, ou la personne désignée par lui pour l'organisation d'une traque-affût, doit pouvoir faire valoir, dans un territoire de chasse géré par le D.N.F, une expérience validée par le DNF de participation à ce procédé de chasse.

Toute personne participant à une traque-affût (chasseurs traqueurs, etc.) est tenue de porter des éléments de couleur vives (gilets fluorescent notamment) sous peine d'exclusion immédiate] (Avenant n°1)

Article 8 - Programmation des journées de chasse (art. 43 des clauses générales)

Sans préjudice de l'article 10, alinéa 1er des clauses particulières, le nombre de jours de chasse à l'approche et de chasse à l'affût n'est pas limité.

L'adjudicataire avertit¹ préalablement le préposé forestier territorialement compétent ou son intérimaire de son intention de pratiquer l'un des procédés de chasse visés à l'alinéa précédent. L'avertissement se fait au plus tard le jour même de la chasse et en tout état de cause, avant de pénétrer sur le lot de chasse.

L'information communiquée comprend au minimum la date, l'heure et le lieu où se déroulera l'acte de chasse, Cette procédure permet d'estimer l'effort de prélèvement fait sur le lot.

Le calendrier des journées de traque-affût doit être préalablement validé par le D.N.F., en concertation avec le Collège communal de la commune de SERAING. Pour ce faire, la demande de validation doit être introduite auprès du chef de cantonnement. Pour chacune des dates sollicitées, un plan reprenant la limite de l' (des) enceinte(s) et la position des postes de tir utilisés est joint à la demande.

Le chef de cantonnement informe l'adjudicataire par écrit des journées autorisées et, le cas échéant, des conditions qui y sont liées. (Avenant n°1)

Par dérogation à l'article 43 des clauses générales, au cours des saisons cynégétique 2016-2017 et 2017- 2018, l'adjudicataire peut demander une ou plusieurs journées de traque-affût restreintes durant la période d'ouverture de la chasse en battue du sanglier aux conditions suivantes :

1 ° une date de traque-affût doit avoir été fixée préalablement conformément à l' article 43, point 2 des clauses générale et au présent article ;

2° la demande doit être motivée par la régulation du sanglier (article 1 des clauses particulières) ;

3° la demande doit être introduite au moins 10 jours ouvrables avant la journée de traque-affût concernée si la fermeture des voies et chemins est sollicitée ;

4° la demande doit être compatible avec les éventuelles manifestations autorisées sur le lot. (Avenant n°2)

Article 9 - Régulation du tir (art. 44 des clauses générales)

Compte tenu du contexte particulier de la présente location, un plan de tir contractuel est fixé annuellement pour l'espèce sanglier et pour l'espèce chevreuil. [Dans le cas où l'adjudicataire adhérerait au programme de gestion du chevreuil visé à l'article 13 ci-dessous, le plan de tir relatif à cette espèce sera notamment fixé en tenant compte des objectifs poursuivi par cette étude.] (Avenant n°1)

Pour le 30 juin de chaque année, le Directeur de Centre notifie par écrit à l'adjudicataire le nombre minimum de sangliers que ce dernier devra tirer au cours de la saison cynégétique à venir ainsi que le nombre [minimum et/ou] maximum de chevreuils qui peut être tiré. (Avenant n°1)

1 L'avertissement se fait sur le gsm du préposé soit par un contact téléphonique direct soit, en cas de non réponse, en laissant un message ou en envoyant un sms, reprenant les informations demandées.

Toutefois suite aux réunions du CSS, le nombre minimum de sangliers à tirer pourra être revu à la hausse ou à la baisse, par le Directeur de Centre, en cours de saison cynégétique.

Pour qu'un sanglier tiré, à la chasse à l'approche ou à l'affût, puisse être comptabilisé dans le plan de tir, l'adjudicataire est tenu d'appliquer la procédure suivante :

1. l'action de chasse doit avoir été signalée conformément à l'article 8 alinéa 2 ci-dessus ;

2. avant transport de la dépouille, le chasseur avertit, selon les mêmes modalités que celles évoquées à l'article 8, le préposé forestier territorialement compétent ou son intérimaire, du tir d'un sanglier pour lui permettre d'effectuer un contrôle éventuel du tir à l'endroit où l'animal a été abattu. A cette occasion, le chasseur communique le numéro de bracelet de traçabilité utilisé.

Dans les 24 heures suivant l'action de chasse, même en l'absence de tir, le chasseur rend compte du déroulement de celle-ci au préposé forestier territorialement compétent ou son intérimaire.

La régulation de l'espèce sanglier doit être considérée comme une priorité par l'adjudicataire tant que le nombre minimum fixé par le Directeur de Centre n'est pas atteint. L'adjudicataire ne pourra se prévaloir du tir d'une autre espèce gibier pour justifier la non-réalisation du plan de tir sanglier.

Article 10 - Droit de chasse et fonctions multiples de la forêt (art. 47 des clauses générales)

Pour des raisons de sécurité des personnes (pression sociale et touristique importantes), l'exercice du droit de chasse est :

- interdit en tout temps sur les parties hachurées du lot reprises sur la carte ci-annexée.

Toutefois, il sera possible de réaliser une traque au sein de l'Arboretum, les jours durant lesquels une traque-affût est programmée dans une enceinte jouxtant ce dernier. L'installation de postes surélevés reste interdit dans l' Arboretum ;

- limité les samedis, dimanches et jours fériés ainsi que durant les congés scolaires pour la chasse à l'approche et à l'affût jusqu'à deux heures après le lever officiel du soleil et depuis deux heures avant le coucher officiel du soleil ;
- interdits durant les samedis, les dimanches et les jours fériés pour la traque-affût sous réserve de modification de la législation actuelle concernant les dates de période de battue.

Toutefois, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, sur initiative propre ou après demande écrite et motivée de l'adjudicataire, le CSS entendu, le Chef de cantonnement peut accorder des dérogations à l'alinéa 1er, limitées dans le temps. Le cas échéant, il en fixe les conditions et informe l'adjudicataire par écrit. (Avenant n°1)

Article 11 - Annonce des actions de chasse et fermeture des voies et chemins (art. 39 et 50 des clauses générales)

Le Chef de cantonnement, le Collège communal et la Police entendus, peut imposer à l'adjudicataire des moyens d'avertissement supplémentaires en vue d'annoncer au public les actions de chasse d'une part et la fermeture des voies et chemins d'autre part. Ces moyens viennent en complément des affiches officielles.

Pour toute journée de chasse, l'adjudicataire placera des affiches d'information avertissant le public des actions de chasse prévues. La fermeture des voies et chemins en raison de l'exercice du droit de chasse est régie par le Code forestier et ses arrêtés d'exécution (actuellement, par l'AGW du 29/02/1996). (Avenant n°1)

Article 12 - Objet de la location (art. 4 des clauses générales)

Les pavillons et les abris forestiers situés dans l'arboretum ne sont pas mis à la disposition de l'adjudicataire du lot 1.

Article 13 - Recensement du gibier et études, inventaires du gibier tiré (art. 45 et 46 des clauses générales)

Dans le cadre du suivi scientifique des populations de sangliers, des dispositifs de reprise de sangliers pourront être installés par le DEMNA (Département d'Etude du Milieu Naturel et Agricole) sans que l'adjudicataire ne puisse s'y opposer.

Dans le cadre du programme de «gestion du chevreuil par Indices de Changement Ecologique (ICE) » mis en place par le DEMNA, la collaboration de l'adjudicataire pourra être sollicitée pour relever des indicateurs de «population-environnement». Par dérogation à l'article 46, point 3, l'adjudicataire conserve sa faculté d'adhérer ou non à ce programme. En cas d'adhésion, l'adjudicataire s'engage à poursuivre sa collaboration durant toute la durée du programme de gestion. Durant cette période, le DEMNA assure le rôle de pilote scientifique de ce programme et reste en soutien technique de l'adjudicataire. (Avenant n°1)

Article 14 - Coordonnées du bureau du Receveur des recettes domaniales et des amendes pénales et numéro de compte bancaire (not, art. 13, 15 et 20 des clauses générales)

NOM,Prénom
HENDRICHS
Philippe

Adresse complète
Bureau des Domaines de Liège
CAE Rue de Fragnée, 40
4000 LIEGE

Téléphone : 04/254 87 90

Fax:04/254 88
37

E-mail:
dom.liege@minfin.fed.be

Numéro de compte bancaire : 679-200332-177 (BIC : PCHQEBEBB – IBAN : BE80.6792.0033.2177)

Le Directeur général,

Pour accord,

Pour le Conseil communal,
la décision du

Brieuc QUEVY

L'adjudicataire
Ses associés

PRECISE

que cet avenant n° 2 s'applique aux deux lots du massif forestier de la Vecquée, à savoir le lot n° 1 - Bois de la Vecquée OUEST, et le lot n° 2 - Bois de la Vecquée EST,
CHARGE

le service de la police administrative d'assurer le suivi de ce dossier.

M. le Président présente le point.

Intervention de M. Thiel sur le danger que représente la chasse à cet endroit.

Réponse de M. le Président.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 8 : Approbation des points aux ordres du jour des assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la s.c.r.l. CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LA CITADELLE (C.H.R. CITADELLE) à laquelle la Ville de SERAING est associée.

Vu les e-mails du 28 octobre 2016 par lesquels la s.c.r.l. CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LA CITADELLE (C.H.R. CITADELLE) convoque la Ville de SERAING à ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 16 décembre 2016 et en transmet les ordres du jour, ainsi que leurs annexes ;

Vu le Code des sociétés et, plus particulièrement, les articles 390 et suivants relatifs aux s.c.r.l. ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-12 ;

Vu les statuts de l'intercommunale publiés aux annexes du Moniteur belge et modifiés en dernier lieu le 4 juillet 2016 sous le numéro 0092139 ;

Vu sa délibération n° 9, 3) du 22 avril 2013 désignant, en qualité de délégués au sein de l'assemblée générale de ladite intercommunale, Mmes ROBERTY, ZANELLA, KRAMMISCH et MM. MATHOT et DELL'OLIVO pendant la législature 2012-2018 ;

Attendu que lorsque le conseil communal délibère sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale, les délégués rapportent la proportion des votes intervenus ;

Attendu que, dans ce cas, la présence d'un seul délégué suffit pour exprimer la totalité des voix de la Ville à l'assemblée générale ;

Attendu, a contrario, qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à la Ville ;

Attendu que l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire comprend, notamment, un point relatif au plan stratégique, pour lequel l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

APPROUVE

1. les points suivants à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 16 décembre 2016 de la s.c.r.l. CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LA CITADELLE (C.H.R. CITADELLE), à laquelle la Ville de SERAING est associée :
 - Évaluation et actualisation du plan stratégique 2014-2016 (vision 2019)
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
 - Désignation d'un réviseur pour les exercices 2016 à 2018
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
 - Information et formation aux administrateurs de l'intercommunale (article 27 bis des statuts)
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
 - Remplacement d'un administrateur
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34 ;
2. les points suivants à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 2016 de la s.c.r.l. CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LA CITADELLE (C.H.R. CITADELLE), à laquelle la Ville de SERAING est associée :
 - Agrément de nouveaux associés à l'intercommunale
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
 - Augmentation de la part variable du fonds social
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34,

CHARGE

le service juridique d'adresser, sans aucun délai, un extrait certifié conforme de la présente délibération, à la s.c.r.l. CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LA CITADELLE (C.H.R. CITADELLE).

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 9 : Convention de mise à disposition de vélos électriques au bénéfice du personnel de la police locale de SERAING-NEUPRE.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu sa délibération n° 4 du 13 octobre 2014 arrêtant les termes d'une convention de mise à disposition, par l'as.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDEPLOIEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.), d'équipements de mobilité électriques en faveur de la Ville de SERAING ;

Vu sa délibération n° 4 du 17 octobre 2016 relative à la conclusion d'un avenant à la convention susvisée ;

Attendu que la convention susvisée a été conclue dans le cadre d'un projet européen qui vise à développer une mobilité plus durable pour les services communaux de SERAING, en vue de jouer un rôle d'exemplarité pour les citoyens et de mettre en valeur les efforts réalisés par la Ville en termes de réduction de l'empreinte carbone et de développement de la mobilité durable ;

Attendu qu'il s'avère que parmi les équipements mis à disposition les vélos électriques sont actuellement sous utilisés ;

Attendu que l'utilisation de ces vélos électriques présente un intérêt pour la police locale de SERAING-NEUPRE ;

Attendu que, dès lors, il a été décidé par l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.) et la Ville de SERAING de conclure l'avenant à leur convention susvisés, afin d'étendre l'utilisation des équipements au personnel de la police locale de SERAING-NEUPRE ;

Attendu qu'en vertu de la convention conclue entre l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN et la Ville de SERAING, la première reste propriétaire des équipements et la seconde en a la responsabilité, ce qui entend qu'elle s'est engagée à prendre toute couverture d'assurance utile et à agir en bon père de famille, notamment quant à l'utilisation, la conservation, l'entretien ;

Attendu que par conséquent, dans le cadre de la présente mise à disposition, la responsabilité quant à l'utilisation et la conservation des vélos électriques est reportée sur la police locale de SERAING-NEUPRE, mais que la Ville de SERAING conserve l'obligation contractuelle découlant de la convention conclue avec l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.) en matière d'assurance des équipements et que, dès lors, la police d'assurance a été adaptée afin de permettre l'utilisation par le personnel de la police locale de SERAING-NEUPRE ;

Attendu qu'en respect de la police d'assurance contractée par la Ville de SERAING, la police locale de SERAING-NEUPRE s'engage à conserver les vélos de manière sécurisée dans ses locaux et à les utiliser en bon père de famille, afin d'éviter tout dommage qui ne serait pas couvert par la police d'assurance susmentionnée ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ARRÊTE

par 34 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstentions, le nombre de votants étant de 34, les termes de la convention de mise à disposition des vélos électriques, à conclure avec la police locale de SERAING-NEUPRE, comme suit :

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE VÉLOS ÉLECTRIQUES

ENTRE, D'UNE PART,

la Ville de SERAING, dont le siège est sis place Communale, 4100 SERAING, valablement représentée par MM. Alain MATHOT, Bourgmestre, et Bruno ADAM, Directeur général ff, agissant en vertu d'une délibération du conseil communal prise en séance du 14 novembre 2016, ci-après dénommée "la Ville",

ET, D'AUTRE PART,

la police locale de SERAING-NEUPRE, dont le siège social est sis rue de la Bouteille 65 à 4100 SERAING, valablement représentée par MM. Alain MATHOT, Président du conseil de police, et Yves HENDRIX, Chef de corps, tous deux agissant en vertu d'une délibération du conseil de police du 14 novembre 2016, ci-après, nommée "la police locale",

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.- Objet de la convention

La Ville met à disposition de la police locale des vélos électriques destinés à être utilisés par le personnel de cette dernière, dans le cadre des déplacements professionnels.

La présente convention fixe les droits et obligations des parties, dans ce cadre.

ARTICLE 2.- Durée

La présente convention est conclue pour la durée de vie des équipements mis à disposition.

Chaque partie peut y mettre fin, à tout moment, moyennant préavis de 1 mois, adressé par courrier recommandé à l'autre partie.

ARTICLE 3.- Propriété des équipements

Les vélos électriques sont la propriété de l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN SERESIEN (A.R.E.B.S.), laquelle les a mis à disposition de la Ville par convention autorisant cette dernière à les mettre à son tour à disposition de la police locale.

ARTICLE 4.- Bénéficiaires des équipements

Seul le personnel de la police locale est autorisé à utiliser les vélos électriques.

ARTICLE 5.- Utilisation des équipements

Les vélos électriques sont destinés aux déplacements professionnels des bénéficiaires visés à l'article 4.

Ils ne peuvent être utilisés pour les déplacements domicile-travail, ni pour un usage privé durant les week-ends.

La police locale s'engage à utiliser les vélos électriques en respect des consignes suivantes :

- gérer les équipements en bon père de famille, par une sensibilisation des utilisateurs au respect du matériel, afin d'en maximiser la durée de vie ;
- faire signer aux utilisateurs une Charte de respect des équipements mis à disposition, dont la rédaction sera réalisée par la Ville ;
- responsabiliser les utilisateurs afin de minimiser les risques que pourraient courir les vélos ;
- en cas de transport, les vélos doivent être attachés de manière adéquate et ne peuvent être abandonnés dans un véhicule sans surveillance ;
- ne jamais laisser les vélos sans surveillance durant leur utilisation, procéder au blocage des roues et à l'application du cadenas afin de limiter les risques de vol et de vandalisme ;
- les vélos ne peuvent rester à l'extérieur durant la nuit et doivent être remisés dans un local en "dur" et fermant à clé.

La police locale s'interdit de mettre les vélos électriques à disposition de tiers.

ARTICLE 6.- Maintenance des équipements

Durant la présente mise à disposition, la Ville s'engage à prendre en charge tous les frais suivants liés à l'utilisation des équipements et notamment :

- les frais de maintenance et de petites réparations, non couverts par les assurances et garanties, des équipements afin de les maintenir en bon état de fonctionnement ;
- les frais de leasing de batterie éventuels ;
- les frais d'immatriculation éventuels.

Aucune réparation ne pourra être effectuée à l'initiative de la police locale sans l'accord écrit de la Ville, laquelle se réserve le droit de refuser la prise en charge de ces frais le cas échéant.

ARTICLE 7.- Actions de promotion

La police locale s'engage à promouvoir l'utilisation des vélos électriques auprès de son personnel et à former celui-ci à leur utilisation.

En raison de l'obligation contractuelle de la Ville vis-à-vis de l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN SÉRÉSIEU (A.R.E.B.S.) d'assurer une visibilité des pouvoirs subsidiaires de cette dernière sur les équipements, la police locale s'engage à maintenir en bon état les outils de visibilité apposés par l'a.s.b.l. ASSOCIATION POUR LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN SERESIEU (A.R.E.B.S.).

Fait, en deux exemplaires, à SERAING, le

Pour la Ville de SERAING, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL FF, B. ADAM	LE BOURGMESTRE, A. MATHOT	Pour la police locale de SERAING- NEUPRE, LE CHEF DE CORPS, Y. HENDRIX	LE PRÉSIDENT, A. MATHOT
---	---------------------------------	--	-------------------------------

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Président propose de grouper les points 10, 32 et 41.

Le conseil accepte cette proposition à l'unanimité.

OBJET N° 10 : Règlement relatif aux primes à octroyer aux citoyens en matière de tri de gestion des déchets

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-30, L1133-1 à L1133-3 et L3331-2, 2° ;

Attendu que la matière visée par la présente délibération est organisée par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en particulier l'article 21 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu la circulaire du 25 septembre 2008 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu les circulaires relatives à l'élaboration des budgets des communes et à l'élaboration et l'actualisation des plans de gestion, précisant que les communes sous plan de gestion doivent atteindre un taux de couverture situé entre 100 et 110 % ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Attendu qu'en vertu de l'article 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon susvisé, il appartient à la Ville de SERAING d'organiser un service minimum ainsi que des services complémentaires de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages ;

Attendu que ces services doivent être établis dans le respect des objectifs de prévention des déchets, de lutte contre les incivilités et de transparence vis-à-vis des citoyens ;

Attendu que les communes ont l'obligation de répercuter le coût de la mise à disposition et de l'utilisation de ces services sur l'usager, selon les modalités définies par le même arrêté, et dans le respect des taux prévus par le décret susvisé ;

Attendu que le pourcentage de couverture du coût-vérité était estimé à 102,68 % pour le budget 2015, sur base des statistiques de production de déchets disponibles, relatives à l'exercice 2013 ;

Considérant que le montant du rôle de la taxe proportionnelle pour l'exercice 2015, arrêtée le 29 juin 2016 par le collège communal, est largement supérieur aux estimations, suite notamment à la surproduction globale de déchets par les ménages durant l'exercice 2015, par rapport aux statistiques 2013 ayant servi de base au calcul du coût-vérité 2015 ;

Que dès lors, le pourcentage réel de couverture du coût-vérité pour l'exercice 2015 s'élève à 116,13 % ;

Considérant que la politique communale relative aux déchets ménagers doit permettre d'atteindre l'équilibre entre les recettes et les dépenses ;

Considérant que le produit de la taxe déchets ménagers doit être affecté uniquement à la couverture des dépenses relatives à ce type d'immondices ;

Considérant que pour coller au plus près du coût-vérité, il convient de répercuter auprès des citoyens l'excédent perçu relatif à l'exercice 2015 ;

Considérant que, par conséquent, la Ville souhaite octroyer une prime aux citoyens redevables d'une taxe proportionnelle ;

Considérant que le montant de la prime sera calculé d'une part sur les levées de conteneurs de déchets organiques et d'autre part sur la tranche de kilos résiduels situés entre 60 et 100 kg par habitant ;

Considérant, par ailleurs, que les habitants qui se domicilient sur le territoire sérésien en cours d'année ne bénéficient pas du service minimum et paient dès lors tous les kilos et levées aux prix des kilos et levées supplémentaires ;

Considérant que la Ville souhaite par conséquent leur faire bénéficier d'une prime équivalente à la tarification des kilos et levées inclus dans le service minimum, et ce au prorata des mois qui se sont écoulés depuis le jour de leur domiciliation ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34 , d'établir au bénéfice des citoyens deux types de primes selon les modalités arrêtées ci-dessous :

1. Est octroyée aux citoyens redevables d'une taxe proportionnelle, une prime égale à :

$$\text{nombre de kilos facturés} \times 0,60 \text{ €} \times 0,40 \text{ €}$$

$$+$$

$$\text{nombre de levées supplémentaires du conteneur vert} \times 1,50 \text{ €}$$
2. Est octroyée aux citoyens qui se sont domiciliés sur le territoire sérésien en cours d'année 2015, une prime calculée sur base de la tarification des kilos et levées inclus dans le service minimum, et ce au prorata des mois qui se sont écoulés depuis le jour de leur domiciliation.
3. La prime prévue au point 1 ne sera pas appliquée aux kilos et levées concernés par la prime reprise au point 2, afin de ne pas faire double emploi.
4. Le montant total des primes octroyées ne pourra être supérieur au montant dû pour la taxe proportionnelle.
5. Le montant des primes ne sera versé qu'à condition que le citoyen soit en ordre de paiement vis-à-vis de la Ville.
6. Le versement sera effectué uniquement par virement sur compte bancaire. Si la Ville ne dispose pas de coordonnées bancaires, le paiement sera effectué via chèque circulaire (coût 2,5€ à déduire), émis une seule fois,

CHARGE

le service du secrétariat de procéder aux mesures d'usage en matière de publicité de la présente délibération.

**M. le Président présente les points.
Exposé de M. Robert.**

Intervention de M. Ancion.
Intervention de M. Culot.
Réponse de M. le Président.
Intervention de M. Robert.
Intervention de M. Thiel.
Intervention de M. Todaro.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 11 : Convention-cadre à conclure entre les sociétés de logement de service public et la Ville de SERAING.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au référent social et aux conditions d'accompagnement du ménage accompagné du 27 février 2014 ;

Attendu que les trois sociétés de logement de service public du territoire doivent, conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe 1er dudit Arrêté, pour assurer leur mission d'accompagnement social, conclure une convention-cadre visant à mettre en place des actions individuelles, collectives ou communautaires dans les domaines suivants : la "pédagogie de l'habiter", la lutte contre les impayés et l'aide au relogement ;

Attendu que cette convention est conclue par les sociétés avec un ou plusieurs partenaires relevant de certaines catégories dont notamment les communes dotées d'un plan de cohésion sociale ;

Attendu que cette convention ne ferait qu'officialiser certains partenariats déjà existants ;

Attendu que cette convention serait conclue pour une durée de un an à dater du 1^{er} décembre 2016 ;

Vu l'avis du service juridique quant à l'analyse de ladite convention ;

Attendu qu'il en ressort que celle-ci correspond au modèle approuvé par le Ministre du Logement et visé par la Circulaire du 30 octobre 2015 aux Sociétés de Logement de Service public, 2015/N°18, de la Société wallonne du logement ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33 :

de marquer son accord sur les termes de la convention-cadre à conclure entre les sociétés de logement de service public du territoire et la Ville de SERAING tels que reproduits ci-dessous :

CONVENTION-CADRE

Vu les articles 1, 11° bis, 1, 11 ter, 1, 31 bis, 131 bis et 158 quinquies du Code wallon du logement et de l'habitat durable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif au référent social et aux conditions d'accompagnement du ménage accompagné ;

Entre les soussignés :

A. Les sociétés de logement de service public,

La s.c.r.l. LE HOME OUGRÉEN agréée par la Société wallonne du logement, sous le numéro 6160, dont le siège social se situe à place Gutenberg 15, 4102 SERAING (OUGREE), représentée par :

- Monsieur Alain ONKELINX, Président ;
- Monsieur Jean-Christophe NAVEZ, Directeur – gérant ;

La s.c.r.l. LA MAISON SÉRÉSIEENNE agréée par la Société wallonne du logement, sous le numéro 6210, dont le siège social se situe place des Verriers 11, 4100 SERAING, représentée par :

- Monsieur Eric VANBRABANT, Président ;
- Madame Franca BEROCCHI, Directrice – gérante ;

La s.c.r.l. L'HABITATION JEMEPPIENNE agréée par la Société wallonne du logement, sous le numéro 6100, dont le siège social se situe place Brossolette 4, 4101 SERAING (JEMEPPE), représentée par :

- Monsieur Andrea DELL'OLIVO, Président ;
- Monsieur Joël FRANSOLETT, Directeur - gérant,

dénommées ci-après "Les sociétés".

B. Le partenaire,

La Ville de SERAING, notamment dans le cadre du plan de cohésion sociale (P.C.S.) et du plan stratégique de sécurité et de prévention (P.S.S.P.), place Communale, 4100 SERAING, représentée par :

- Monsieur Alain MATHOT, Bourgmestre ;
- Monsieur Bruno ADAM, Directeur général ff,

dénommée ci-après "Le partenaire".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1.-

La présente convention est conclue dans le cadre de la mission d'accompagnement social des sociétés et des modalités de mise en réseau conformément à l'article 1, 11 ter du CWLHD et à l'article 3, § 1, de l'arrêté du Gouvernement wallon susvisé.

Article 2.-

Pour assurer leur mission, les sociétés concluent une convention-cadre avec un partenaire visant à mettre en place des actions individuelles, collectives ou communautaires dans le(les) domaine(s) suivant(s) :

- la "pédagogie de l'habiter" dans le logement et l'environnement immédiat de celui-ci (espaces communs, abords, respect du voisinage) ;
- la lutte contre les impayés ;
- l'aide au relogement.

En fonction de la spécificité et des missions du partenaire, des besoins rencontrés sur le terrain et sous réserve du respect de la réglementation sur les marchés publics, les sociétés et le partenaire se réservent la possibilité éventuelle de collaborer à l'avenir dans le cadre du "ménage accompagné" visé à l'article 1, 31 bis du Code wallon du logement et de l'habitat durable.

Article 3.-

La présente convention doit être vue comme un levier, un outil de support :

- à un travail de concertation et de partenariat ;
- à un travail de collaboration en matière de lutte contre toutes les formes de précarité, de pauvreté et d'insécurité au sens large ;
- à la mise en place d'un partenariat local spécifique dans un objectif général d'aide aux populations en matière de logement, de vie dans les quartiers, de prévention des différents types de violence et incivilités, de toxicodépendance, de soutien aux personnes fragilisées, etc.

Les Sociétés de Logement s'engagent à :

- collaborer, via les référents sociaux, sur des projets pouvant les concerner, notamment en matière de retissage des liens sociaux intergénérationnels et interculturels, par le biais d'actions individuelles, collectives et communautaires ;
- participer à des projets ou des actions menés en partenariat avec les acteurs locaux ayant pour objectif général le "bien vivre ensemble" et la "pédagogie de l'habiter" via notamment la lutte contre les nuisances sociales et les incivilités.

Article 4.-

Le partenaire s'engage à :

- prendre connaissance des projets communautaires et collectifs envisagés par les Sociétés et éventuellement y prendre une part active, dans la limite de ses compétences et de ses moyens ;
- associer les sociétés de logement aux concertations, groupes de travail pouvant les concerner ;
- analyser les situations qui lui sont soumises par les référents sociaux et intervenir éventuellement dans les situations individuelles lorsque cela entre dans les limites de ses compétences et de ses moyens.

Article 5.-

La présente convention – cadre est conclue pour une période de 1 an et entre en vigueur le 1er décembre 2016. Elle est renouvelable tacitement chaque année pour autant qu'elle reste liée à la réalisation soit du plan de cohésion sociale (P.C.S.) soit du plan stratégique de sécurité et de prévention (P.S.S.P.).

Les sociétés et le partenaire s'engagent à signifier toute volonté de modification de la présente convention. S'ils souhaitent mettre un terme à la convention, ils s'engagent, également, à en avvertir l'autre et à en expliquer les raisons, et ceci dans l'objectif d'améliorer toute action partenariale ultérieure. Tout litige qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention sera géré par les représentants cités au début du document. Les modifications éventuelles peuvent faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

La Convention-cadre est établie en cinq exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire original. Le cinquième exemplaire étant destiné à la Société wallonne du logement.

Fait à SERAING, le

Pour le partenaire,

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ff,
B. ADAM

LE BOURGMESTRE,
A. MATHOT

Pour les sociétés,
s.c.r.l. LA MAISON SÉRÉSIEENNE,
LA DIRECTRICE - GÉRANTE,
F. BERTOCCHI

LE PRÉSIDENT,
E. VANBRABANT

s.c.r.l. LE HOME OUGRÉEN,
LE DIRECTEUR - GÉRANT,
J.-C. NAVEZ

LE PRÉSIDENT,
A. ONKELINX

s.c.r.l. L'HABITATION JEMEPIENNE,
LE DIRECTEUR -GÉRANT,
J. FRANSOLET

LE PRÉSIDENT,
A. DELL'OLIVO

M. SCIORTINO sort

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 12 : Arrêt des termes des conventions de partenariat à conclure entre, d'une part, la Ville de SERAING et, d'autre part, les a.s.b.l. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE et PANACH SERAING, ayant pour objet la mise à disposition de prestataires de travaux d'intérêt général ou de peines de travail autonomes, dans le cadre des mesures judiciaires alternatives.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et de l'accueil en matière de toxicomanie ;

Vu la décision n° 8 du collège communal du 12 mai 1995 marquant son accord sur la prise en charge de personnes majeures appelées à effectuer des travaux d'intérêt général ou peines de travail autonomes ;

Vu le courrier daté du 11 janvier 1996 de la Ville, adressé à M. Pierre WILDERIANE (Administration pénitentiaire - service social de BRUXELLES) confirmant et précisant l'accord susvisé du collège communal ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 septembre 1996 remplaçant la circulaire du 7 mars 1995 relative au recrutement par les communes de personnel supplémentaire pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives au sein du plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale ;

Vu sa délibération n° 21 du 14 juin 2016 approuvant la convention 2015 relative au subventionnement du projet d'encadrement des mesures alternatives à passer entre l'Etat, représenté par le Service public fédéral Justice et la Ville de SERAING ;

Vu les missions définies par cette convention ;

Vu le rapport, en date du 26 octobre 2016, de Mme Béatrice DEGUELDRE, Coordinatrice du service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives (SEMJA), visé pour accord par M. Antonio LUCA, Fonctionnaire de prévention, relatif à une collaboration supplémentaire, dans le cadre de l'accueil des personnes condamnées à des prestations de travaux d'intérêt général et de peines de travail autonomes, avec les a.s.b.l. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE et PANACH SERAING ;

Attendu que l'accroissement régulier du panel des lieux de prestations permet, d'une part, une meilleure gestion des demandes et, d'autre part, une réponse adaptée aux situations particulières des condamnés et aux attentes et limites de chaque partenaire ;

Attendu qu'il y a lieu, dans ce cadre, d'établir les termes des conventions de partenariat à conclure avec ces différents organismes ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ARRETE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32, comme suit les termes des conventions à passer entre, d'une part, la Ville de SERAING et, d'autre part, les a.s.b.l. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE et PANACH SERAING :

CONVENTIONENTRE, D'UNE PART,

la Ville de SERAING [service de prévention – service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)], représentée par M. Alain MATHOT, Bourgmestre, et M. Bruno ADAM, Directeur général ff, ci-après dénommée la Ville,

ET, D'AUTRE PART,

l'a.s.b.l. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE, ici représentée par M. Jean-Louis DELMOTTE, Président, ci-après dénommée l'a.s.b.l.

Supports légaux

(1) Résolution n° 8 du collège communal du 12 mai 1995 marquant son accord sur la prise en charge de personnes majeures appelées à effectuer des travaux d'intérêt général ou peines de travail autonomes ;

(2) Courrier daté du 11 janvier 1996 de la Ville, adressé à M. Pierre WILDERIANE (Administration pénitentiaire – Service social de BRUXELLES) confirmant et précisant l'accord susvisé du collège communal ;

Vu les demandes de mise à disposition de personnes majeures faisant l'objet d'une mesure judiciaire ;

Vu les missions définies par cette convention ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.- Conformément aux supports légaux mentionnés ci-dessus et suite aux contacts pris avec M. DELMOTTE, Président de l'a.s.b.l., des prestataires de travaux d'intérêt général ou peines de travail autonomes peuvent être mis à la disposition de son organisme.

ARTICLE 2.- La personne placée ne percevra aucune rémunération.

ARTICLE 3.- L'assurance liant le prestataire à la commune est contractée auprès de la s.a. ETHIAS par le Service public fédéral Justice, acceptée et signée par les parties.

ARTICLE 4.- Toute absence du prestataire devra être couverte par un certificat médical et notifiée au titulaire responsable du SEMJA.

ARTICLE 5.- Tout problème relatif à l'occupation du prestataire (fonctionnement ou comportement) sera soumis au titulaire responsable du SEMJA qui transmettra à l'assistant de justice en charge du dossier.

ARTICLE 6.- L'a.s.b.l. est responsable de la bonne exécution et s'engage par rapport à la Ville à communiquer tout manquement.

Fait à SERAING, le

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

Pour la Ville,
LE DIRECTEUR GENERAL FF,
B. ADAM

LE BOURGMESTRE,
A. MATHOT

Pour l'a.s.b.l.,
LE PRESIDENT,
J.-L. DELMOTTE

CONVENTIONENTRE, D'UNE PART,

la Ville de SERAING [service de prévention – service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)], représentée par M. Alain MATHOT, Bourgmestre, et M. Bruno ADAM, Directeur général ff, ci-après dénommée la Ville,

ET, D'AUTRE PART,

l'a.s.b.l. PANACH SERAING, ici représentée par M. Gilbert MEIRE, Président, ci-après dénommée l'a.s.b.l.

Supports légaux

(1) Résolution n° 8 du collège communal du 12 mai 1995 marquant son accord sur la prise en charge de personnes majeures appelées à effectuer des travaux d'intérêt général ou peines de travail autonomes ;

(2) Courrier daté du 11 janvier 1996 de la Ville, adressé à M. Pierre WILDERIANE (Administration pénitentiaire – Service social de BRUXELLES) confirmant et précisant l'accord susvisé du collège communal ;

Vu les demandes de mise à disposition de personnes majeures faisant l'objet d'une mesure judiciaire ;

Vu les missions définies par cette convention ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.- Conformément aux supports légaux mentionnés ci-dessus et suite aux contacts pris avec M. MEIRE, Président de l'a.s.b.l., des prestataires de travaux d'intérêt général ou peines de travail autonomes peuvent être mis à la disposition de son organisme.

ARTICLE 2.- La personne placée ne percevra aucune rémunération.

ARTICLE 3.- L'assurance liant le prestataire à la commune est contractée auprès de la s.a. ETHIAS par le Service public fédéral Justice, acceptée et signée par les parties.

ARTICLE 4.- Toute absence du prestataire devra être couverte par un certificat médical et notifiée au titulaire responsable du SEMJA.

ARTICLE 5.- Tout problème relatif à l'occupation du prestataire (fonctionnement ou comportement) sera soumis au titulaire responsable du SEMJA qui transmettra à l'assistant de justice en charge du dossier.

ARTICLE 6.- L'a.s.b.l. est responsable de la bonne exécution et s'engage par rapport à la Ville à communiquer tout manquement.

Fait à SERAING, le

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

	Pour la Ville,		Pour l'a.s.b.l.,
LE DIRECTEUR GENERAL	LE BOURGMESTRE,		LE PRESIDENT,
FF,			
B. ADAM	A. MATHOT		G. MEIRE

M. ANCION sort

M. le Président présente le point.

Intervention de M. Thiel.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 13: Octroi d'une subvention en numéraire à l'a.s.b.l. CINÉ-CLUB SÉRÉSIEEN - Exercice 2016.

Considérant que l'a.s.b.l. CINÉ-CLUB SÉRÉSIEEN a introduit, par lettre du 11 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de poursuivre les diverses activités cinéphiles en faveur des citoyens et de la population sérésienne ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que cette association fournira le compte 2016 de l'association qui justifie l'utilisation de la subvention ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la mise sur pied de diverses activités cinéphiles en faveur des citoyens et de la population sérésienne ;

Considérant l'article 76210/332-02, ainsi libellé : "Centres culturels - Subventions à divers groupements et associations", du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 500 € à l'a.s.b.l. CINÉ-CLUB SÉRÉSIEEN, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour l'organisation de diverses activités cinéphiles en faveur des citoyens et de la population sérésienne.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produira le compte 2016 de l'association pour le 30 juin 2017.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016, à l'article 76210/332-02, ainsi libellé : "Centres culturels - Subventions à divers groupements et associations", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 14: Octroi d'une subvention en numéraire au club de basketball "ROYAL HAUT-PRÉ OUGRÉE". Exercice 2016.

Considérant que le club de basketball "ROYAL HAUT-PRÉ OUGRÉE" a introduit, par courrier du 9 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel du club ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que le club de basketball "ROYAL HAUT-PRÉ OUGRÉE" fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 1.000 € au club de basketball "ROYAL HAUT-PRÉ OUGRÉE", ci-après dénommé le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 30 juin 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 15: Octroi d'une subvention en numéraire à l'a.s.b.l. SERAING ATHLÉTISME CLUB. Exercice 2016.

Considérant que l'a.s.b.l. SERAING ATHLÉTISME CLUB a introduit, par courrier du 14 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel du club ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que l'a.s.b.l. SERAING ATHLÉTISME CLUB fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 1.920 € à l'a.s.b.l. SERAING ATHLÉTISME CLUB, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 30 juin 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016, à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 16 : Octroi d'une subvention en numéraire au ROYAL OUGRÉE FOOTBALL CLUB. Exercice 2016.

Considérant que le ROYAL OUGRÉE FOOTBALL CLUB a introduit, par e-mail du 15 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel du club ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que le ROYAL OUGRÉE FOOTBALL CLUB fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 3.546 € au ROYAL OUGRÉE FOOTBALL CLUB, ci-après dénommé le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 30 juin 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. SCIORTINO rentre

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 17 : Octroi d'une subvention en numéraire au KIME SHOTOKAN KARATE SERAING - Exercice 2016.

Considérant que le KIME SHOTOKAN KARATE SERAING a introduit, par courrier du 20 septembre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel de l'association sportive ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que le KIME SHOTOKAN KARATE SERAING fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 400 € au KIME SHOTOKAN KARATE SERAING, ci-après dénommé le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 18 : Octroi d'une subvention en numéraire à l'Académie d'Aikido SANKAKUTAI SERAING - Exercice 2016.

Considérant que l'Académie d'Aikido SANKAKUTAI SERAING a introduit, par courrier du 6 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel de l'a.s.b.l. sportive ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que l'Académie d'Aikido SANKAKUTAI SERAING fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 400 € à l'Académie d'Aikido SANKAKUTAI SERAING, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 19 : Octroi d'une subvention en numéraire au SERAING TENNIS CLUB - Exercice 2016.

Considérant que le SERAING TENNIS CLUB a introduit, par courrier du 14 janvier 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel de l'association sportive ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que le SERAING TENNIS CLUB fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 400 € au SERAING TENNIS CLUB, ci-après dénommé le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. ROBERT sort

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 20 : Octroi d'une subvention en numéraire à l'a.s.b.l. SERAING VBC - Exercice 2016.

Considérant que l'a.s.b.l. SERAING VBC a introduit, par courrier du 10 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel de l'a.s.b.l. sportive ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que l'a.s.b.l. SERAING VBC fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 600 € à l'a.s.b.l. SERAING VBC, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 21 : Octroi d'une subvention en numéraire à l'a.s.b.l. BC SERAING. Exercice 2016.

Considérant que l'a.s.b.l. BC SERAING a introduit, par courrier du 11 octobre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel de l'a.s.b.l. sportive ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que l'a.s.b.l. BC SERAING fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 1.300 € à l'a.s.b.l. BC SERAING, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 22 : Octroi d'une subvention en numéraire à l'a.s.b.l. UNION OLYMPIQUE SERAING. Exercice 2016.

Considérant que l'a.s.b.l. UNION OLYMPIQUE SERAING a introduit, par sa lettre du 10 septembre 2016, une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel du club ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que l'a.s.b.l. UNION OLYMPIQUE SERAING fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette a.s.b.l. ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 2.000 € à l'a.s.b.l. UNION OLYMPIQUE SERAING, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit de l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville de SERAING sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016, à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 23 : Octroi d'une subvention en numéraire à l'a.s.b.l. BLINDBOWL - Exercice 2016.

Considérant que l'a.s.b.l. BLINDBOWL a introduit, par e-mail du 6 octobre 2016, une demande de subvention en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel de l'a.s.b.l. sportive ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que l'a.s.b.l. BLINDBOWL fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016 ;

Considérant que cette association ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes malvoyants ou atteints de cécité ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements" du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 250 € à l'a.s.b.l. BLINDBOWL, ci-après dénommée le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016 à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 24 : Octroi d'une subvention en numéraire au VÉLO CLUB CITÉ JEMEPPE.
Exercice 2016.

Considérant que le VÉLO CLUB CITÉ JEMEPPE a introduit, par sa lettre du 25 mars 2016 (reçue le 10 octobre 2016), une demande de subvention, en vue de couvrir les frais relatifs au fonctionnement annuel du club ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que cette subvention en numéraire n'est pas inscrite nominativement au budget ;

Considérant que le VÉLO CLUB CITÉ JEMEPPE fournira le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit de l'exercice 2016 ;

Considérant que ce club ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir la promotion du sport et de la pratique sportive pour les jeunes et moins jeunes ;

Considérant l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Attendu que le groupement dont question a bien transmis les pièces justificatives inhérentes au subside reçu l'année précédente ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 32 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 32 :

ARTICLE 1.- La Ville de SERAING octroie une subvention de 250 € au VÉLO CLUB CITÉ JEMEPPE, ci-après dénommé le bénéficiaire.

ARTICLE 2.- Le bénéficiaire utilise la subvention pour couvrir les frais de fonctionnement du club.

ARTICLE 3.- Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit, pour le 31 mai 2017, le compte de l'exercice auquel se rattache la subvention, soit de l'exercice 2016.

Ces informations doivent obligatoirement parvenir à la Ville de SERAING sous format informatique (classeur Excel ou autre support du même type).

ARTICLE 4.- La subvention est imputée sur le budget ordinaire de 2016, à l'article 76410/332-02, ainsi libellé : "Installations sportives - Subventions à divers clubs et groupements", dont le disponible est suffisant.

ARTICLE 5.- La liquidation de la subvention est autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3 pour l'année en cours. Cependant, le versement ne pourra intervenir qu'après justification et vérification de la subvention de l'année précédente le cas échéant.

ARTICLE 6.- Le collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

ARTICLE 7.- Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 25 : Mairie de quartier - Prise de location de locaux sis rue de l'Enseignement 33, 4102 SERAING (OUGRÉE).

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu la décision n° 71 du collège communal du 2 décembre 2015 marquant son accord sur l'ouverture en 2016 d'une Mairie de quartier à OUGRÉE-BAS, dans le bâtiment situé rue de l'Enseignement 33, 4102 SERAING (OUGRÉE), et chargeant le service du patrimoine de passer, avec la régie communale autonome ÉRIGES, une convention d'occupation des locaux mis à disposition ;

Attendu que ce bâtiment sera occupé, d'une part, par ladite Mairie de quartier et, d'autre part, par le Centre public d'action sociale ;

Vu les plans de l'immeuble répartissant les occupations respectives des locaux par la Ville, par le C.P.A.S. et les espaces qui seront occupés conjointement ;

Attendu que la répartition est estimée à 1/3 pour la Mairie de quartier et 2/3 pour le C.P.A.S. ;

Attendu que ce bâtiment appartient à la régie communale autonome ÉRIGES et qu'il convient de signer avec cette entité un contrat de bail ;

Vu le projet de contrat de bail ;

Attendu que le contrat prévoit une occupation pour une durée de neuf ans prenant cours le 1er décembre 2016 pour finir le 30 novembre 2025, sauf tacite reconduction par période d'un an ;

Attendu que le contrat réserve toutefois la faculté d'y mettre un terme après chaque période d'un an, moyennant préavis donné 6 mois à l'avance ;

Attendu qu'un loyer de 400 € par mois indexé a été fixé pour la partie louée par la Ville de SERAING ;

Attendu que les charges du bâtiment seront réparties conformément à la clé de répartition 1/3 pour la Ville et 2/3 pour le C.P.A.S. ;

Attendu que tous les impôts et taxes généralement quelconques, en ce compris le précompte immobilier, portant directement ou indirectement sur le bien loué seront dus par le preneur avec la répartition précitée 1/3 pour la Mairie de quartier et 2/3 pour le C.P.A.S. ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ARRÊTE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33, les termes tels que reproduits ci-dessous, du contrat de bail à conclure entre la régie communal autonome ÉRIGES et la Ville de SERAING, concernant l'occupation de locaux sis rue de l'Enseignement 33, 4102 SERAING (OUGRÉE), pour y installer une Mairie de quartier :

CONTRAT DE BAIL DE BUREAUX

ENTRE, D'UNE PART,

la régie communale autonome ÉRIGES - BE0882.364.359, ayant son siège social rue Cockerill 40/41, 4100 SERAING, représentée par M. Jean-Louis DELMOTTE, Administrateur délégué, agissant conformément aux décisions inaugurales du 1er février 2013, dénommée ci-après "le bailleur",

ET, D'AUTRE PART,

la Ville de SERAING de et à 4100 SERAING, ici représentée par MM. Alain MATHOT, Bourgmestre, et Bruno ADAM, Directeur général ff, agissant en vertu de la délibération n° 25 du conseil communal du 14 novembre 2016, dénommée ci-après "le preneur".

EXPOSE PRÉALABLE

Conformément à l'extrait du procès-verbal de la séance du collège communal du 2 décembre 2015 de la Ville de SERAING annexé à la présente, la Ville de SERAING souhaite que le bâtiment situé rue de l'Enseignement 33, 4102 SERAING (OUGRÉE), soit occupé, d'une part, par une nouvelle Mairie de quartier dans le quartier d'OUGRÉE-BAS afin que les Mairies de quartier couvrent l'ensemble du territoire de l'entité sérésienne et, d'autre part, par le Centre public d'action social de SERAING (ci-après C.P.A.S.).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.- OBJET - DESCRIPTION - ÉTAT

Le bâtiment situé rue de l'Enseignement 33, 4102 SERAING (OUGRÉE) est constitué de :

- a. au sous-sol : 3 caves privatives et 1 cave chaufferie et technique ;
- b. au rez-de-chaussée : 3 bureaux et 1 W.-C. - Terrasse et Jardin ;
- c. au premier étage : 3 bureaux - 1 cuisine - 1 W.-C. ;
- d. au deuxième étage : 4 bureaux - 1 W.-C. - 1 salle de douche ;
- e. à l'extérieur : 1 jardin d'agrément, 1 zone de parking.

Le bâtiment sera occupé, d'une part, par la Ville de SERAING et, d'autre part, par le Centre public d'action social (ci-après C.P.A.S.) selon la répartition suivante : 1/3 du bâtiment par la Ville de SERAING et 2/3 du bâtiment par le C.P.A.S. conformément aux plans repris en annexe et faisant partie intégrante du présent contrat de bail.

Le bailleur garantit la conformité des installations d'arrivée de gaz, d'électricité, du câblage du réseau, du réseau de téléphonie/Internet.

Le preneur indique qu'il a visité attentivement le bien loué et qu'il n'en réclame pas plus ample description. Il est déclaré que le bien est délivré en bon état d'entretien, de sécurité (ne comprenant pas le système d'alarme de protection des locaux qui est à charge du preneur), de salubrité et d'occupation.

Un état des lieux est établi contradictoirement entre le bailleur et le preneur. Cet état des lieux reste annexé au présent bail.

Les parties s'engagent à être présentes ou dûment représentées lors de l'état des lieux, de sorte qu'elles réputent irrévocablement celui-ci contradictoire.

Les lieux sont loués avec toutes les servitudes dont ils pourraient être grevés, le preneur bénéficiant ou supportant les servitudes qui peuvent exister.

ARTICLE 2.- DESTINATION DES LIEUX LOUES

Le bien loué est destiné à l'usage exclusif de bureaux.

Aucune modification à l'affectation des lieux loués ne pourra, en aucun cas, être apportée par le preneur sans l'accord spécial, préalable et écrit du bailleur, qui pourra toujours le refuser sans devoir en justifier les motifs.

Il est expressément spécifié qu'en aucun cas, les lieux ne pourraient être affectés à l'exercice d'un commerce de détail ou à l'activité d'un artisan directement en contact avec le public, même s'ils sont utilisés comme salle de démonstration, de telle sorte que la présente location n'est et ne pourra être régie par la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux.

ARTICLE 3.- DURÉE DU BAIL

Le présent bail est consenti pour une durée de neuf ans prenant cours le 1^{er} décembre 2016 pour finir de plein droit, à minuit, sans préavis, le 30 novembre 2025.

Les parties se réservent le droit de mettre fin à la présente convention chaque année la veille de la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du présent bail, moyennant un préavis de six mois notifié par recommandé postal.

À l'expiration du bail, la continuation d'occupation des lieux loués se fera sous une tacite reconduction par période d'un an.

ARTICLE 4.- LOYER - INDEXATION

Le loyer est fixé à 400,00 € (QUATRE CENTS EUROS) par mois.

Le locataire est tenu de payer régulièrement pour le 10 du mois en cours, sur le compte BE88 1325 2029 8341 de la régie communale autonome ÉRIGES, sauf nouvelles instructions du propriétaire.

L'indice de départ de la présente convention est l'indice santé du mois de décembre 2016 (base 2004). Il est nommé et calculé conformément à la législation.

Le loyer de tout mois entamé est dû intégralement.

Le bailleur se réserve le droit d'initier une procédure judiciaire en vue de la résiliation du contrat aux torts du locataire, si le loyer n'est pas payé ou ne l'a pas été complètement deux mois après la date fixée.

Les parties sont d'accord de fixer comme suit leurs obligations en ce qui concerne le montant du loyer.

Le loyer indiqué dans le présent bail est lié à l'indice santé. Les adaptations du montant du loyer interviennent une fois l'an à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail. Elles sont calculées automatiquement de plein droit et sur notification du bailleur, suivant la formule ci-dessous :

loyer de base x nouvel indice

indice de base

Pour l'application du présent article, il est précisé que :

- le loyer de base est le loyer qui est déterminé à la signature du présent contrat ;
- le nouvel indice est l'indice du mois qui précède l'adaptation du loyer ;
- l'indice de base est l'indice santé de départ, tel que défini ci-avant.

Le loyer ne pourra en aucun cas être inférieur au loyer de base. Dans le cas où, en vertu d'une indexation négative ou d'une modification législative, cette situation adviendrait, le bailleur aura le droit de revoir les conditions économiques du bail.

ARTICLE 5.- FRAIS ET CHARGES - CONSOMMATIONS PRIVÉES

Tous abonnements et contrats afférents à des services individualisés et à des fins privatives, tels que télédistribution, téléphone, électricité, gaz, eau, ainsi que tous les frais y relatifs tels que la location de compteurs et le coût des consommations, seront de la responsabilité solidaire du preneur et du C.P.A.S. qui s'entendront sur ce point.

Dans la mesure où l'immeuble ne contient pas de compteurs séparés, les locataires se régleront entre eux tous proratas suivant la clé de répartition convenue, soit 1/3 pour la Ville de SERAING, 2/3 pour le C.P.A.S.

La répartition des charges du bâtiment, en ce compris l'entretien de celui-ci et de ses abords, sera également de la responsabilité solidaire du preneur et du C.P.A.S. qui s'entendront sur ce point.

En ce qui concerne les contrats relatifs aux énergies, le preneur devra les maintenir en cours jusqu'au terme de la période locative, sous peine d'avoir à assumer tous frais et charges découlant d'un non-respect de cette obligation.

ARTICLE 6.- MONTANTS NON PAYES A L'ÉCHÉANCE

En cas de retard de paiement quelconque dû, le preneur sera redevable, dès l'échéance des 60 jours prévus à la clause particulière de l'article 4 du présent bail, de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'un intérêt de 5 % l'an, l'intérêt étant compté chaque fois pour l'entièreté du mois entamé.

ARTICLE 7.- IMPOSITIONS/TAXES - ENREGISTREMENT DU BAIL

Tous les impôts et taxes généralement quelconques, en ce compris le précompte immobilier, portant directement ou indirectement sur le bien loué seront dus par le preneur avec la répartition précitée à l'article 1 en fonction des occupations.

Le bailleur procédera à la formalité de l'enregistrement de la présente convention dans les délais légaux (2 mois). Le coût éventuel y afférent sera supporté selon la répartition susmentionnée.

ARTICLE 8.- ASSURANCES

Le bailleur a souscrit pour le bâtiment une "police incendie" avec abandon de recours envers les locataires.

Le preneur s'engage quant à lui à couvrir le contenu et le recours des voisins.

Le preneur communiquera au bailleur, au plus tard lors de la remise des clés, la preuve de la souscription d'une assurance valable et en cours.

ARTICLE 9.- ENTRETIEN DU BIEN LOUE ET RÉPARATIONS

Le preneur s'engage à occuper et à utiliser les lieux loués "en bon père" de famille conformément à l'article 1728 du Code civil.

Le preneur et le C.P.A.S. seront responsables solidaires et s'entendront sur ce point.

Ils devront, notamment, pendant toute la durée de l'occupation de l'immeuble :

- a. veiller à ne provoquer aucune dégradation à l'immeuble, notamment lors de tout EMMÉNAGEMENT ou DÉMÉNAGEMENT. Si des réparations sont nécessaires, elles seront entièrement à charge du preneur ;
- b. entretenir soigneusement l'ensemble des locaux y compris sols, murs, vitrages et équipements généralement quelconque ainsi que toutes les dépendances et les installations sanitaires ; nettoyer régulièrement les conduites et d'éviter les obstructions. Toutes les installations, conduites et tous les appareils devront être maintenus, par le preneur, en bon état de fonctionnement et devront être préservés du gel et autres risques habituels ;
- c. entretenir la chaudière annuellement ;
- d. entretenir le jardin, les terrasses et le parking ;
- e. signaler immédiatement au bailleur tout dommage constaté ainsi que les réparations qui s'avèrent nécessaires. À défaut d'avoir averti le bailleur, le preneur pourrait être tenu pour personnellement responsable de toute aggravation de l'état des biens loués ;
- f. déclarer immédiatement le vol et les dégâts à la police et de transmettre à son assureur et au bailleur une copie du procès-verbal établi par la police. Lors de tentatives d'effraction ou d'actes de vandalisme, en l'absence de faute du preneur, le bailleur supporte le coût des réparations.

Le bailleur supporte les frais d'entretien de toitures, de restauration des façades, de peintures et de menuiseries extérieures et le coût des grosses réparations.

Tous les autres frais d'entretien et de remise en état tels que : dommages aux peintures, aux enduits intérieurs, aux vitrages, aux portes, fenêtres, etc., aux quincailleries, aux égouts, aux installations sanitaires, aux installations électriques, etc., incombent au preneur.

Pour toute situation et/ou tout incident incombant au bailleur (panne électrique, panne de ventilation, etc.) qui entraverait la bonne exécution de travail dans les bureaux, le bailleur interviendra dans le plus bref délai.

Si l'exécution de grosses réparations s'impose, le bailleur devra en aviser le preneur sur-le-champ. Dans tous les cas, il devra souffrir ces travaux sans indemnité, quoique leur durée puisse dépasser quarante jours.

Le preneur prendra à sa charge les réparations locatives et de menu entretien, ainsi que les travaux incombant au bailleur, mais résultant de son fait ou d'une personne dont il est responsable. La personne de contact pour toute demande et réclamation pour le preneur sera durant toute la durée du bail : M. Roger DELARGE, tél. : 04/236.03.50. Tout changement au niveau de la personne de contact sera communiqué au preneur.

ARTICLE 10.- ENLÈVEMENT DES ORDURES, DÉCHETS

Le preneur ne déposera aucune ordure ni aucun déchet en dehors des heures d'enlèvement par les services de voirie à l'extérieur de l'immeuble. Le bailleur se réserve le droit d'enlever ou de faire enlever les ordures et les déchets aux frais du preneur.

ARTICLE 11.- EMBELLISSEMENT - AMÉLIORATION - TRANSFORMATION

Tous les travaux visant à embellir, améliorer ou transformer le bien loué ne pourront être exécutés que moyennant l'autorisation préalable et écrite du bailleur et, le cas échéant, de l'autorité concernée. Ceux-ci seront réalisés conformément aux règles de l'art, aux frais et risques, soit du bailleur, soit du preneur, soit à frais et risques partagés entre le preneur et le bailleur.

À cet effet, le bailleur marque son accord sur la liste des travaux énoncés dans l'extrait du procès-verbal du conseil communal du 2 décembre 2015.

Ainsi le bailleur autorise au preneur :

- à installer les postes téléphoniques, à compléter et/ou modifier les lignes informatiques, à installer le système d'alarme relatif à la protection des locaux ;
- à installer l'équipement nécessaire à savoir le matériel informatique spécifique, le matériel téléphone/fax/copieur, le matériel de bureau, un coffre-fort, les présentoirs et panneaux d'affichage, ainsi que le placement d'une enseigne uniformisée au logo des Mairies de quartier.

En cas de changement ou de modification des serrures extérieures ou autres mécanismes sur l'initiative du preneur, ce dernier veillera à transmettre, sous enveloppe scellée, au bailleur un jeu complet de clés ou dispositifs destinés à permettre, en son absence, l'accès aux lieux ou leur fermeture en cas de nécessité impérieuse guidée par un souci de sauvegarde des bureaux, de ses annexes et des biens voisins, communs ou privatifs. Cette disposition n'infère nullement une quelconque décharge émanant du bailleur, non plus qu'une obligation mise à sa charge. Elle n'exclut pas non plus l'obligation éventuelle de fournir tous jeux ou dispositifs en vertu d'une décision du bailleur.

ARTICLE 12.- INTERDICTIONS

Il est interdit au preneur :

- d'apporter des modifications au bien loué et à ses dépendances sans autorisation préalable du bailleur ;
- d'enfoncer des crampons et des clous dans les portes, boiseries et parements intérieurs et extérieurs, d'enlever les plinthes ou n'importe quelle autre boiserie ;
- d'ériger quoique ce soit dans les dépendances du bien loué ;
- de constituer un dépôt quelconque de combustibles liquides dans l'immeuble ou dans ses dépendances ;
- d'installer une antenne, parabole, etc., fixée sur le toit, le long des murs, sur les terrasses, l'immeuble étant raccordé à la télédistribution et à Internet. Seul du matériel portable mobile pouvant être dissimulé après usage peut être utilisé, pour autant qu'il soit conforme aux normes et n'entraîne aucune nuisance pour le voisinage ;
- de se servir de gaz en bonbonne ou d'un chauffage d'appoint au mazout, au gaz, à l'électricité, au pétrole, etc.

Il est strictement interdit de fumer dans les parties intérieures communes.

ARTICLE 13.- RÉSILIATION AUX TORTS DU LOCATAIRE

En cas de résiliation de la présente convention par la faute du preneur, ce dernier devra supporter tous les frais et toutes les dépenses résultant de cette résiliation et payer, outre une indemnité de rupture équivalente à trois mois de loyer, les frais de remise en état ainsi que les loyers échus. L'indemnité de rupture susmentionnée sera portée à six mois dans l'hypothèse où il aura été avéré que le preneur a en outre quitté les lieux loués sans avertissement.

ARTICLE 14.- VISITES PAR LA RÉGIE COMMUNALE AUTONOME ÉRIGES

Le bailleur sera en droit de faire procéder à une visite annuelle et, dans les trois mois précédant la fin du contrat, celui-ci opérant par l'effet d'un congé ou l'échéance d'un terme, à la visite du bien par des amateurs, deux jours par semaine, à raison de deux heures consécutives, à convenir avec le bailleur.

Sauf convention contraire, le bailleur veillera à ce que les affiches (devant être tolérées par le preneur pendant cette même période sur des endroits apparents du bien loué), ne soient pas de nature à causer au preneur un trouble anormal, au niveau de leur emplacement, ou à créer chez lui des visites ou contacts intempestifs.

Ce qui précède s'applique également en cas de mise en vente du bien, même si celle-ci est faite plus de trois mois avant le terme du bail.

Le preneur veillera à collaborer avec le bailleur dans l'hypothèse de travaux incombant à cette dernière, sur le plan de l'accessibilité des lieux.

Le bailleur est également habilité à prendre rendez-vous avec le preneur dans le but de faire visiter le bien par un professionnel de l'immobilier, agent, courtier, architecte, etc. Cette faculté doit tenir compte de la disponibilité du preneur, être exercée de bonne foi et avec la plus grande modération.

Le bailleur est habilité à prendre rendez-vous avec le preneur, dans le but de contrôler la bonne exécution des obligations du locataire et l'état des lieux loués.

ARTICLE 15.- LÉGISLATION APPLICABLE - LITIGES.

Pour tout ce qui ne serait pas régi par le présent bail, les parties conviennent de s'en remettre aux articles 1714 à 1762 bis du Code civil.

Tous litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront de la compétence des Tribunaux de LIÈGE.

Le bailleur n'a aucune compétence pour arbitrer les litiges entre voisins.

ARTICLE 16.- Cession de bail et sous-location

La cession du bail est interdite, sauf accord écrit et préalable du propriétaire. Le locataire ne peut sous-louer une partie du bien loué qu'avec l'accord écrit et préalable du propriétaire.

Fait à SERAING, en triple exemplaire, dont un pour l'enregistrement, chacune des parties reconnaissant avoir reçu l'exemplaire lui revenant, le

Le Preneur, (Signature précédée de la mention "Lu et Approuvé") LE DIRECTEUR GENERAL FF, B. ADAM	Le Bailleur, LE BOURGMESTRE, A. MATHOT	L'ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ, J.-L. DELMOTTE
---	--	---

IMPUTE

les dépenses inhérentes à cette location sur le budget ordinaire, à l'article 10400/126-01, ainsi libellé : "Secrétariat communal - Loyers et charges locatives des biens immobiliers loués", dont le disponible est suffisant.

M. ANCION rentre

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 26 : Modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église Saint-Martin OUGRÉE n'entraînant pas de modification de l'intervention financière de la Ville. Approbation.

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7 ;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 6, paragraphe 1, VIII, 6 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la délibération du conseil de la fabrique d'église Saint-Martin OUGRÉE du 13 octobre 2016, réceptionnée par les services de la Ville le 21 octobre 2016, par laquelle il arrête la modification n° 1 du budget pour l'exercice 2016 dudit établissement culturel ;

Considérant que les actes de l'établissement culturel des exercices précédents ont été approuvés par l'autorité de tutelle compétente en date des 6 novembre 2015 et 12 octobre 2016 ;

Vu la décision du 20 octobre 2016, réceptionnée en date du 24 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête sans remarques les dépenses reprises dans le chapitre I des dépenses du budget et pour le surplus approuve sans remarques le reste du budget ;

Attendu que le montant de l'article 20 du chapitre II des recettes extraordinaires, ainsi libellé : "Excédent présumé de l'exercice courant (2015)" est porté à 10.513,00 € en lieu et place des 3.170,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 23 du chapitre II des recettes extraordinaires, ainsi libellé : "Remboursements des capitaux" est porté à 25.191,17 en lieu et place des 0,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 28d) du chapitre II des recettes extraordinaires, ainsi libellé : "Placement fonds de réservation" est porté à 20.000,00 € en lieu et place des 0,00 € inscrits ;

Attendu que le montant total du chapitre II des recettes extraordinaires est donc de 55.704,77 € en lieu et place des 3.170,07 € inscrits ;

Attendu que le montant général des recettes est donc de 64.123,70 € au lieu des 11.589,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 1 du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Pain d'autel" est porté à 10,00 € au lieu des 60,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 2 du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Vin" est porté à 10,00 € au lieu des 75,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 3 du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Cire, encens et chandelles" est porté à 10,00 € au lieu des 50,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 5 du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Éclairage, électricité" est porté à 1.600,00 € au lieu des 1.700,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 6a) du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Combustibles, chauffage" est porté à 2.589,93 € au lieu des 2.700,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 6c) du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Fleurs" est porté à 10,00 € au lieu des 50,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 15 du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Achats de livres liturgiques" est porté à 10,00 € au lieu des 75,00 € inscrits ;

Attendu que le montant total du chapitre I des dépenses arrêtées par l'évêque" est porté à 4.324,93" est porté à 4.324,93 € au lieu des 4.795,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 26 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "traitement brut de la nettoyeuse" est porté à 900,00 € au lieu des 1.200,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 27 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Entretien et réparations de l'église" est porté à 1.000,00 € au lieu de 20.000,00 inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 30 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Entretien et réparations du presbytère" est porté à 350,00 € au lieu des 750,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 33 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Entretien et réparation des cloches" est porté à 0,00 € en lieu et place des 250,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 35a) du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Entretien et réparation des appareils de chauffage" est porté à 100,00 € en lieu et place des 700,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 41 du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Remises allouées au trésorier" est porté à 100,00 € au lieu des 150,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 48 du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Assurance contre l'incendie" est porté à 1.020,00 € au lieu des 1.100,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 50 d) du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Assurances diverses" est porté à 190,00 € au lieu des 200,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 50 f) du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Assurance R.C objective" est porté à 110,00 € au lieu des 120,00 € inscrits ;

Attendu que le montant total des dépenses ordinaires, chapitre II est donc réduit à 4.094 € au lieu de 6.794 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 56 du chapitre II des dépenses extraordinaires, ainsi libellé : "Grosses réparations, construction de l'église" est porté à 55.704,77 € au lieu des 0,00 € inscrits ;

Attendu que le total des dépenses extraordinaires, chapitre II est donc de 55.704,77 € au lieu des 0,00 € inscrits ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la Ville pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 25 octobre 2016 ;

Considérant que la modification budgétaire susvisée est conforme à la loi ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ÉMET

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 3 abstentions, le nombre de votants étant de 33, un avis favorable sur la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église de Saint-Martin OUGRÉE.

Ce budget, après réformations, clôture comme suit :

Recettes ordinaires totales	8.418,93 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	3.853,93€
Recettes extraordinaires totales	55.704,77 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	10.513,60 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :	4.324,93 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	4.094,00 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	55.704,77 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	64.123,70 €
Dépenses totales	64.123,70 €
Résultat comptable	0,00 €

PRÉCISE

que conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 27 : Modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église Saint-Lambert JEMEPPE entraînant une modification de l'intervention financière de la Ville. Approbation.

Vu la Constitution et, plus particulièrement, ses articles 41 et 162 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014 et, plus particulièrement, ses articles 6 et 7 ;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980 et, plus particulièrement, son article 6, paragraphe 1, VIII, 6 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, ses articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la délibération du conseil de la fabrique d'église Saint-Lambert JEMEPPE du 11 octobre 2016, réceptionnée par les services de la Ville de SERAING le 20 octobre 2016, par laquelle il arrête la modification n° 1 du budget pour l'exercice 2016 dudit établissement cultuel ;

Considérant que les actes de l'établissement cultuel des exercices précédents ont été approuvés par l'autorité de tutelle compétente en date des 24 novembre 2015 et 6 juillet 2016 ;

Vu la décision du 12 octobre 2016, réceptionnée en date du 14 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I des dépenses du budget et, pour le surplus, approuve, avec remarques, le reste du budget ;

Attendu que suite à une décision de la tutelle modifiant le budget 2015, il appert que le tableau de tête du budget 2016 doit être modifié et donc que le boni du budget précédent est de 1.211,46 € en lieu et place des 968,18 € inscrits. C'est donc ce montant qui doit être inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires de la modification budgétaire en question ;

Attendu que le montant de l'article 1 du chapitre I des recettes ordinaires, ainsi libellé : "Loyers des maisons", est de 4.000,00 €, en lieu et place des 0,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 11 du chapitre I des recettes ordinaires, ainsi libellé : "Intérêts des fonds en autres valeurs", est porté à 257,60 €, en lieu et place des 100,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 17 du chapitre I des recettes ordinaires, ainsi libellé : "Supplément de la Commune pour les frais ordinaires du culte", est donc de 10.809,90 €, en lieu et place des 12.723,82 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 1 du chapitre I des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Pain d'autel", est porté à 149,46 €, au lieu des 100,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 20 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Traitement de la nettoyeuse", est porté à 3.000,00 €, au lieu des 0,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 22 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Traitement des sonneurs", est porté à 0,00 €, au lieu des 2.000,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 26 du chapitre II des dépenses ordinaires, ainsi libellé : "Traitements d'autres employés", est porté à 665,50 €, en lieu et place des 0,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 41 du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Remises allouées au trésorier", est porté à 300,00 €, au lieu des 80,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 45 du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Papier, plumes, encre", est porté à 282,00 €, au lieu des 130,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 50 a) du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Assurances accident du travail", est porté à 420,00 €, au lieu des 120,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 50 g) du chapitre II des dépenses diverses, ainsi libellé : "Dépenses diverses", est porté à 600,00 €, au lieu des 0,00 € inscrits ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la Ville de SERAING pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 21 octobre 2016 ;

Considérant que la modification budgétaire susvisée est conforme à la loi ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

EMET

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 3 abstentions, le nombre de votants étant de 33, un avis favorable sur la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église de Saint-Lambert JEMEPPE.

Ce budget, après réformations, clôture comme suit :

Recettes ordinaires totales	17.192,50 €
dont une intervention communale ordinaire de secours de :	10.809,90€
Recettes extraordinaires totales	211.211,46 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	210.000,00 €
dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.211,46 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :	6.858,46 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	11.445,50 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	210.100,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	228.403,96 €
Dépenses totales	228.403,96 €
Résultat comptable	0,00 €

PRÉCISE

que conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 28 : Budget pour l'exercice 2017 de l'église protestante de SERAING-HAUT n'entraînant pas l'intervention financière de la Ville. Approbation.

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 6, paragraphe 1, VIII, 6 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'église protestante de SERAING-HAUT, non datée, réceptionnée par les services de la Ville le 8 septembre 2016, par laquelle il arrête le budget pour l'exercice 2017 dudit établissement cultuel ;

Considérant que les actes de l'établissement cultuel des exercices précédents ont été approuvés par l'autorité de tutelle compétente en date des 13 juillet et 23 septembre 2016 ;

Vu l'accusé de réception, réclamé par nos soins, daté du 5 octobre 2016, réceptionné en date du 10 octobre 2016, de l'organe représentatif du culte ;

Attendu qu'il appert que le tableau de tête du présent budget doit être modifié, que le boni du compte pénultième est de 15.644,54 €, que le boni du budget précédent est de 20.040,05 €, qu'il convient d'inscrire un montant de 20.040,05 € à l'article 18 des recettes du budget précédent et donc que le montant du boni présumé de l'exercice 2016 est de 15.644,54 € en lieu et place des 1.286,44 € inscrits ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la Ville pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 11 octobre 2016 ;

Considérant que le budget tel que réformé est conforme à la loi ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

EMET

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 3 abstentions, le nombre de votants étant de 33, un avis favorable sur le budget pour l'exercice 2017 de l'église protestante de SERAING-HAUT.

Ce budget, après réformations, clôture comme suit :

Recettes ordinaires totales	32.640,00 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 €
Recettes extraordinaires totales :	15.644,54 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	15.644,54 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :	7.060,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	29.130,00 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales :	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales :	48.284,54 €
Dépenses totales :	36.190,00 €
Résultat comptable :	12.094,54 €

PRÉCISE

que conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement culturel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 29 : Modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église de Saint-Joseph du Ruy n'entraînant pas une modification de l'intervention financière de la Ville. Avis à émettre.

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7 ;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 6, paragraphe 1, VIII, 6 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la délibération du conseil de la fabrique d'église Saint-Joseph de Ruy du 11 octobre 2016, réceptionnée par les services de la Ville le 14 octobre 2016, par laquelle il arrête la modification n° 1 du budget pour l'exercice 2016 dudit établissement culturel ;

Considérant que les actes de l'établissement culturel des exercices précédents ont été approuvés par l'autorité de tutelle compétente en date des 1er juin et 12 octobre 2015 ;

Vu la décision du 17 octobre 2016, réceptionnée en date du 19 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête sans remarque la dite modification budgétaire ;

Considérant que divers glissements de crédits y ont été opérés afin de régulariser les recettes et dépenses ordinaires en fin d'exercice comptable ; qu'aucune subvention communale supplémentaire n'est demandée par l'autorité fabricienne (elle reste figée à 15.084,95 € dont 30 % à charge de la Ville de SERAING soit 4.525,48 €) que ces ajustements augmentent les recettes et dépenses initiales du budget 2016 d'une somme de 1.150,66 € et portent le résultat final du budget maintenu en équilibre aux chiffres de 20.331,17 € ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la Ville pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 15 octobre 2016 ;

Considérant que la modification budgétaire susvisée est conforme à la loi ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ÉMET

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 3 abstentions, le nombre de votants étant de 33, un avis favorable sur la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église de Saint-Joseph de Ruy.

Ce budget, après modifications, clôture comme suit :

Recettes ordinaires totales	€	18.409,05
dont une intervention communale ordinaire de secours de : (30 % à charge de la Ville de SERAING soit 4.525,48 €)	€	15.084,95
Recettes extraordinaires totales		1.922,12 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de		
dont un boni comptable de l'exercice précédent de :		1.922,12 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :		3.694,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	€	16.637,17
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales		0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :		0,00 €
Recettes totales	€	20.331,17
Dépenses totales	€	20.331,17
Résultat comptable		0,00 €

PRÉCISE

que conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.
- à la Commune mère (Administration communale de GRACE-HOLLOGNE)

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 30 : Budget pour l'exercice 2017 de la fabrique d'église Sainte-Thérèse entraînant l'intervention financière de la Ville. Approbation.

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7 ;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 6, paragraphe 1, VIII, 6 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la délibération du conseil de la fabrique d'église Sainte-Thérèse du 28 juin 2016, réceptionnée par les services de la Ville le 9 août 2016, par laquelle il arrête le budget pour l'exercice 2017 dudit établissement cultuel ;

Considérant que les actes de l'établissement cultuel des exercices précédents ont été approuvés par l'autorité de tutelle compétente en dates des 23 mai 2015 et 5 janvier 2016 ;

Vu la décision du 8 août 2016, réceptionnée en date du 11 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête sans remarque le budget ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la Ville pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 9 octobre 2016 ;

Considérant que le budget susvisé est conforme à la loi ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ÉMET

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 3 abstentions, le nombre de votants étant de 33, un avis favorable sur le budget pour l'exercice 2017 de la fabrique d'église Sainte-Thérèse.

Ce budget clôture comme suit :

Recettes ordinaires totales :	4.427,04€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	2.165,00€
Recettes extraordinaires totales :	2.025,96€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	2.025,96€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :	2.390,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	4.063,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales :	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales :	6.453,00€
Dépenses totales :	6.453,00€
Résultat comptable :	0,00 €

PRÉCISE

que conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 31 : Budget pour l'exercice 2017 de la fabrique d'église de Saint-Martin n'entraînant pas l'intervention financière de la Ville. Approbation.

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7 ;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 6, paragraphe 1, VIII, 6 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la délibération du conseil de la fabrique d'église Saint-Martin, non datée, réceptionnée par les services de la Ville le 3 août 2016, par laquelle il arrête le budget pour l'exercice 2017 dudit établissement cultuel ;

Considérant que les actes de l'établissement cultuel des exercices précédents ont été approuvés par l'autorité de tutelle compétente en date des 21 mai et 12 octobre 2016 ;

Vu la décision du 8 août 2016, réceptionnée en date du 11 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I des dépenses du budget et pour le surplus approuve sans remarques le reste du budget ;

Attendu que le montant de l'article 6 a) du chapitre I des dépenses relatives à la célébration du culte arrêtées par l'évêque, intitulé : Chauffage doit être porté à 2.300,00 € en lieu et place des 2.500,00 € inscrits ;

Attendu que le montant de l'article 15 du chapitre I des dépenses relatives à la célébration du culte arrêtées par l'évêque, intitulé : Achat de livres liturgiques doit être porté à 260,00 € en lieu et place des 60,00 € inscrits ;

Attendu que les grosses réparations doivent faire l'objet de dépenses extraordinaires et de subsides extraordinaires ;

Attendu qu'aucun budget extraordinaire n'est prévu dans ce cadre au point de vue du budget communal, l'article 27 du chapitre II des dépenses ordinaires, intitulé : "Entretien et réparations des églises", est donc porté à 1.500,00 € au lieu des 35.230,93 € prévus par la fabrique d'église ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la Ville pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 13 octobre 2016 ;

Considérant que le budget susvisé est conforme à la loi ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

ÉMET

par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 3 abstentions, le nombre de votants étant de 33, un avis favorable sur le budget pour l'exercice 2017 de la fabrique d'église Saint-Martin OUGRÉE.

Ce budget, après réformations, clôture comme suit :

Recettes ordinaires totales	3.420,00€
dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 €
Recettes extraordinaires totales	7.343,53 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	7.343,53 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :	4.485,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	5.884,00 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	10.763,53 €
Dépenses totales	10.369,00 €
Résultat comptable	394,53 €

PRÉCISE

que conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 32 : Etablissement, pour les exercices 2017 à 2019, du règlement ayant pour objet la taxe annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu la circulaire du 25 septembre 2008 relative à la mise en œuvre de l'arrêté susmentionné ;

Vu la circulaire de M. le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville relative à l'élaboration des budgets 2017 des communes de la région wallonne ;

Vu l'article 5 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;

Vu l'article 7 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu le règlement général communal de police adopté en séance du Conseil communal du 10 novembre 2014 ;

Attendu que la Ville de SERAING est commune pilote pour le ramassage des déchets en conteneurs collectifs pour les déchets résiduels ;

Considérant la nécessité d'assurer un ensemble de prestations de salubrité à charge des personnes occupant un immeuble sur le territoire de la Ville, à savoir l'enlèvement et le traitement des déchets, l'entretien et le curage du réseau d'égout et toutes prestations du même ordre ;

Attendu que les communes ont l'obligation de mettre le coût de la collecte des déchets à charge des bénéficiaires de ce service ;

Attendu que le pourcentage de couverture du coût-vérité est estimé à 100 % en 2017, sur base des statistiques disponibles, relatives à l'exercice 2015 ;

Considérant la nécessité de se procurer des ressources en vue du financement des dépenses de sa politique générale, et notamment de protection de l'environnement ;

Attendu que sur base de l'article L1124-40 du DCLD, l'avis de légalité de Mme la Directrice financière ff a été sollicité en date du 8 novembre 2016 ;

Considérant qu'en date du 8 novembre 2016, Mme la Directrice financière ff a remis un avis favorable ;

Vu la décision du collège du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DÉCIDE

par 30 voix "pour", 4 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 34 :

ARTICLE 1.- Il est établi au profit de la Ville, à partir du 1er janvier 2017 et pour une durée de trois ans, une taxe annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

On entend par :

- "ménage", soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune ;
- déchets ménagers, les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages ;
- déchets assimilés de tels déchets similaires en raison de leur nature ou de leur composition ;
- famille nombreuse la famille comportant au moins trois enfants à charge ; en ce qui concerne la détermination de la qualité de « famille nombreuse » et uniquement dans ce cas, un enfant à charge supplémentaire sera fictivement attribué au ménage pour chacun de ses membres reconnu handicapé à au moins 66 % par un organisme officiel ;
- enfant à charge, l'enfant réputé comme tel au sens de la loi fiscale ou encore l'enfant bénéficiaire d'allocations familiales.

Cette taxe comprend une partie forfaitaire qui représente le service minimum tel que défini dans le règlement communal de police et une partie proportionnelle.

ARTICLE 2.- TAXE FORFAITAIRE POUR LES MENAGES

La partie forfaitaire de la taxe est due solidairement par les membres de tout ménage inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers ou recensé comme second résident au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Elle est établie au nom du chef de ménage.

La partie forfaitaire comprend :

- a) la collecte des P.M.C. et papiers-cartons toutes les deux semaines ;

- b) l'accès au réseau des recyparcs et aux bulles à verre ;
- c) la mise à disposition des conteneurs individuels, collectifs ou sacs conformes et d'un rouleau de vingt sacs P.M.C. ;
- d) pour les conteneurs individuels :
 - le traitement de 60 kg d'ordures ménagères résiduelles par habitant ;
 - le traitement de 50 kg de déchets organiques par habitant ;
 - trente levées de conteneur par ménage ;
- e) pour les conteneurs collectifs :
 - le traitement de 50 kg de déchets organiques par habitant ;
 - quinze levées de conteneur organique par ménage ;
 - vingt-six ouvertures de 30 l de conteneur collectif par habitant ;
- f) pour les conteneurs collectifs enterrés :
 - le traitement de 50 kg de déchets organiques par habitant ;
 - quinze levées de conteneur organique par ménage ;
 - treize ouvertures de 60 l de conteneur collectif enterré par habitant.

Le montant de la taxe forfaitaire au 1er janvier 2017 (tarifs de l'exercice 2015 indexés en fonction des coûts Intradel) est fixé à :

- 72.43 € pour un ménage composé d'une personne ;
- 87.95 € pour un ménage composé de deux personnes ;
- 98.30 € pour un ménage composé de trois personnes ;
- 103.47 € pour un ménage composé de quatre personnes ;
- 108.64 € pour un ménage composé de cinq personnes et plus.

En ce qui concerne les seconds résidents, ceux-ci sont enrôlés suivant leur composition de ménage comme ci-dessus s'ils résident au moins quatre jours par semaine sur le territoire sérésien. En deçà, une taxe forfaitaire de 50 € leur sera appliquée.

Cette partie forfaitaire est annuelle (situation au 1er janvier de l'exercice) et n'est pas fractionnable.

Les personnes qui s'inscrivent au registre de la population de la Ville dans le courant de l'exercice, se verront octroyer le nombre de levées et de kilos compris dans la taxe forfaitaire, au prorata des trimestres qui se sont écoulés depuis le jour de leur domiciliation.

ARTICLE 3.- TAXE FORFAITAIRE POUR LES ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES PUBLICS, PROFESSION LIBERALE, INDEPENDANTE, COMMERCIALE, INDUSTRIELLE OU AUTRE OCCUPANT A QUELQUES FINS QUE CE SOIT TOUT OU PARTIE D'IMMEUBLE SITUE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE

La partie forfaitaire de la taxe est due par les personnes physiques ou morales et solidairement par les membres de toute association exerçant une activité à caractère lucratif ou non (les administrations et organismes publics, profession libérale, indépendante, commerciale, industrielle ou autre) occupant à quelques fins que ce soit tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire de la Ville au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

La partie forfaitaire de la taxe comprend :

- la collecte des P.M.C. et papiers-cartons toutes les deux semaines ;
- l'accès au réseau des recyparcs et aux bulles à verre pour les assimilés ;
- l'accès au réseau des recyparcs uniquement pour les déchets d'équipements électriques et électroniques avec huit pièces maximum par semaine et aux bulles à verre, pour les commerçants ;
- la mise à disposition des conteneurs individuels, collectifs ou sacs conformes, en fonction de la zone de collecte dans laquelle se trouve le contribuable, pour celui qui aura fait la demande expresse de pouvoir bénéficier du régime dit des « assimilés ».

Le montant de la taxe forfaitaire est fixé à :

- 50 € pour les assimilés ;
 - 50 € pour les commerçants dont le seul lieu d'exploitation est situé à SERAING et non le domicile ;
 - 26 € pour les commerçants dont le domicile et le lieu d'exploitation sont à SERAING mais à des endroits différents ;
 - taux ménage (cf. ARTICLE 2) pour les commerçants qui exercent leur activité à leur domicile.
- Cette partie forfaitaire est annuelle (situation au 1er janvier de l'exercice) et n'est pas fractionnable.

Le contribuable qui ne souhaite pas bénéficier de ce régime dit « des assimilés » doit obligatoirement prouver de la collecte des déchets issus de ses activités sur base d'une copie de contrat et de preuves de paiement du service.

ARTICLE 4.- REDUCTIONS/EXONERATIONS DE LA TAXE FORFAITAIRE

4.1. Une réduction sera accordée aux redevables qui louent un conteneur auprès d'une autre société que la s.c.i.r.l. « Association intercommunale de traitement des déchets liégeois » (INTRADEL), avec preuve de factures, à concurrence de 50 %.

4.2. Sont exonérés :

- les contribuables ayant le minimum de moyens d'existence sur présentation d'une attestation délivrée par le Centre public d'action sociale ;
- les ménages et assimilés situés à plus de 100 m de la voie publique accessible par le camion de ramassage des déchets hormis pour les conteneurs collectifs ;
- les bateliers navigants sur foi d'un document émis par l'organisme de la gestion de la navigation intérieure attestant de leur qualité de batelier navigant ;
- les militaires stationnés à l'étranger sur foi d'un document émis par l'administration militaire ;
- les personnes séjournant dans une maison de repos, hôpital, clinique ou établissement carcéral sur présentation d'une attestation de l'institution, pour l'hébergement durant les périodes fiscales concernées ;
- les contribuables absents du territoire communal pour une année fiscale complète.

4.3 Une ristourne de 20.69 € (montant au 1er janvier 2017) sur la partie forfaitaire de la taxe annuelle sur la collecte et sur le traitement des déchets ménagers et assimilés est accordée au contribuable dont les revenus bruts imposables, cumulés avec les revenus bruts imposables des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui ne dépassent pas le plafond appliqué pour l'octroi du statut de « bénéficiaires de l'intervention majorée (B.I.M.) », tel que défini en vertu de la loi du 9 août 1963 instituant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité coordonnée le 14 juillet 1994 et ses modifications ultérieures, sans préjudice de l'article 4 suivant. Il sera tenu compte des revenus mentionnés dans le dernier avertissement-extrait de rôle reçu du Service public fédéral Finances - ou à défaut les fiches fiscales relatives aux revenus de l'année précédente ou à défaut, les preuves des revenus actuels dans le cas de revenus de remplacement et de pension. Cette ristourne sera appliquée avant toute autre réduction.

4.4 Si le contribuable fait partie d'une famille nombreuse, le plafond dont il est question à l'article 4.3, sera augmenté à concurrence de deux fois le supplément prévu pour un cohabitant.

4.5 Une ristourne « intégrale » sur la partie forfaitaire de la taxe annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés, est accordée au contribuable justifiant de revenus inférieurs ou équivalents au revenu d'intégration sociale (précédemment « minimex » ou « minimum de moyens d'existence »).

4.6. La demande de ristourne sur la partie forfaitaire de la taxe annuelle sur la collecte et sur le traitement des déchets ménagers et assimilés doit sous peine de déchéance, être introduite dans les six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Celle-ci peut être introduite par écrit à l'attention du collège communal ou en se présentant au service des affaires sociales, avenue du Centenaire 400, 4102 SERAING (OUGREE).

ARTICLE 5.- TAXE PROPORTIONNELLE

La taxe proportionnelle est une taxe annuelle qui varie :

- a) pour les ménages concernés par les conteneurs individuels :
 1. selon le poids des immondices mis à la collecte : pour tout kilo de déchets résiduels au-delà de 60 kg et pour tout kilo de déchets organiques au-delà de 50 kg par habitant ;
 2. selon la fréquence des levées du ou des conteneurs au-delà de trente levées par ménage ;
- b) pour les ménages concernés par les conteneurs collectifs :
 1. selon le poids des déchets organiques mis à la collecte pour tout kilo au-delà de 50 kg par habitant ;
 2. selon la fréquence des levées du conteneur individuel au-delà de quinze levées par ménage ;
 3. selon la fréquence des ouvertures du conteneur collectif au-delà de vingt-six ouvertures de 30 l par habitant ;
- c) pour les ménages concernés par les conteneurs collectifs enterrés :
 1. selon le poids des déchets organiques mis à la collecte pour tout kilo au-delà de 50 kg par habitant ;
 2. selon la fréquence des levées du conteneur individuel au-delà de quinze levées par ménage ;
 3. selon la fréquence des ouvertures du conteneur collectif au-delà de treize ouvertures de 60 l par habitant ;
- d) pour les assimilés :
 1. selon le poids des immondices mis à la collecte ;
 2. selon la fréquence des levées du ou des conteneurs.

ARTICLE 6.- MONTANT DE LA TAXE PROPORTIONNELLE

La taxe proportionnelle est due par toute personne physique ou morale qui utilise le service de collecte des déchets ménagers et assimilés par conteneur individuel muni d'une puce électronique ou collectif muni d'un lecteur électronique.

Dans les immeubles à appartements multiples où soit le Syndic, soit les responsables de l'immeuble décident d'organiser, en accord avec la Ville, la collecte des déchets organiques de

manière collective, les levées et les kilos supplémentaires au service minimum seront enrôlés au nom du Syndic ou des responsables de l'immeuble, ceux-ci signant un document par lequel ils s'engagent à s'acquitter de ladite taxe.

Pour les déchets issus de ménages :

- la taxe proportionnelle liée au nombre de levées du conteneur individuel pour les déchets ménagers résiduels (conteneur gris) est de 2,50 €/levée ;
- la taxe proportionnelle liée au nombre de levées du conteneur individuel pour les déchets ménagers organiques (conteneur vert) est de 1,00 €/levée ;
- la taxe proportionnelle liée au nombre d'ouvertures du conteneur collectif est de 0,60 € l'ouverture ;
- la taxe proportionnelle liée au nombre d'ouvertures du conteneur collectif enterré est de 1,20 € l'ouverture ;
- la taxe proportionnelle liée au poids des déchets déposés dans les conteneurs individuels est de :
 - 0,20 €/kg pour les déchets ménagers résiduels jusqu'à 100 kg par habitant ;
 - 0,75 €/kg pour les déchets ménagers résiduels au-delà de 100 kg par habitant ;
 - 0,15 €/kg pour les déchets ménagers organiques ;

Pour les déchets issus des assimilés :

- la taxe proportionnelle liée au nombre de levées du/des conteneur(s) individuel(s) est de 0,65 €/levée ;
- la taxe proportionnelle liée au poids des déchets déposés dans les conteneurs individuels est de :
 - 0,11 €/kg pour les déchets assimilés ;
 - 0,13 €/kg pour les déchets commerciaux ;
 - 0,06 €/kg pour les déchets organiques.

ARTICLE 7.- DEROGATIONS

1. Les ménages et les assimilés résidant dans des logements ou dans des locaux ne pouvant techniquement accueillir des conteneurs à puce d'identification électronique seront autorisés à utiliser des sacs conformément aux modalités suivantes :

a) un nombre de sacs est mis gratuitement à la disposition des ménages seuls :

- isolé : quarante sacs de 30 l ou vingt sacs de 60 l ;
- ménage de deux personnes : quarante sacs de 60 l ;
- ménage de trois personnes : cinquante sacs de 60 l ;
- ménage de quatre personnes : cinquante-cinq sacs de 60 l ;
- ménage de cinq personnes et plus : soixante sacs de 60 l ;
- en ce qui concerne les seconds résidents, ceux-ci auront le même nombre de sacs suivant leur composition de ménage s'ils résident au moins quatre jours par semaine sur le territoire sérésien, en deçà le nombre de sacs sera diminué de moitié ;

b) les sacs utilisés sont des sacs de la s.c.i.r.l. « Association intercommunale de traitement des déchets liégeois » (INTRADEL) qui seront vendus au prix unitaire de :

- 0,60 € pour le sac de 30 l ;
- 1,20 € pour le sac de 60 l.

Ces sacs seront en vente au service du cadastre et des taxes de la Ville.

2. Dans le cas où le ménage se compose d'au moins trois personnes, qu'il lui est impossible de stocker un conteneur d'une contenance adéquate à sa composition, un conteneur d'une capacité moindre sera autorisé et des levées complémentaires gratuites seront octroyées :

- pour un conteneur de 40 l au lieu d'un conteneur de 140 l = douze levées ;
- pour un conteneur de 40 l au lieu d'un conteneur de 240 l = vingt-deux levées ;
- pour un conteneur de 140 l au lieu d'un conteneur de 240 l = douze levées.

3. Les ménages qui utilisent un conteneur individuel organique (d'un volume de 40 ou de 25 l) pourront obtenir douze levées complémentaires gratuites (pour le conteneur vert) par ménage pour autant qu'ils résident dans un appartement ou une maison deux façades sans cour ni jardin.

4. Sur demande, le ménage qui réside dans un appartement ou une maison deux façades sans cour ni jardin, pourra échanger le conteneur organique de 40 l contre un conteneur de 25 l.

Les demandes de dérogation seront introduites auprès du service du cadastre et des taxes de la Ville. Elles seront accordées par le collège communal après concertation avec la s.c.i.r.l. « Association intercommunale de traitement des déchets liégeois » (INTRADEL).

5. Un complément gratuit de kilos, levées, sacs de la s.c.i.r.l. « Association intercommunale de traitement des déchets liégeois », ou ouvertures, peut être sollicité par toute famille se trouvant dans un des cas suivants, sur demande (à réintroduire pour chaque exercice) et octroyé après enquête sociale :

	Conteneurs individuels	Conteneurs collectifs	Sacs

Utilisation de langes pour bébés	160 kg organiques et 12 levées supplémentaires du conteneur vert	60 ouvertures de 30 litres ou 30 ouvertures de 60 litres	30 sacs de 60 litres ou 60 ou sacs de 30 litres
Utilisation de langes pour adultes (sur production d'un certificat médical)	120 kg résiduels et 12 levées supplémentaires du conteneur gris	60 ouvertures de 30 litres ou 30 ouvertures de 60 litres	30 sacs de 60 litres ou 60 ou sacs de 30 litres
Langes pour bébés gardés par les grands parents (sur production d'une déclaration des parents)	30 kilos supplémentaires en conteneur vert		
Garde alternée : pour le parent chez qui l'enfant n'est pas domicilié mais qui y passe la moitié du temps (sur base de la production du jugement ou accord amiable signé par les parents)	30 kilos en conteneur noir et 25 kilos en conteneur vert		
Chauffage au charbon	120 kilos résiduels et 12 levées du conteneur gris		

6. Un complément gratuit de kilos, levées, sacs de la s.c.i.r.l. « Association intercommunale de traitement des déchets liégeois », ou ouvertures, pourra être sollicité par toute famille se trouvant dans d'autres conjonctures sociales particulières, auprès du collège communal, qui fera réaliser une enquête sociale.

ARTICLE 8.- Les ménages et les assimilés situés à plus de 100 m de la voie publique accessible par le camion de ramassage des déchets auront droit aux mêmes nombres de sacs que ceux prévus à l'article 7 a) du présent règlement et pour le surplus, seront soumis au prix des sacs comme prévu au point 1 b) dudit article hormis pour les conteneurs collectifs.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 9.- La taxe forfaitaire et la taxe proportionnelle seront perçues par voie de rôle rendus exécutoires par le collège communal.

ARTICLE 10.- Les tarifs de la taxe forfaitaire des ménages et de la ristourne sont indexés au 1er janvier de chaque exercice, en fonction de l'indexation appliquée annuellement par la s.c.i.r.l. « Association intercommunale de traitement des déchets liégeois » sur les cotisations et tarifs relatifs au service minimum des déchets.

ARTICLE 11.- Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales) et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Les contribuables recevront sans frais, par les soins du directeur financier, les avertissements-extraits mentionnant les sommes pour lesquelles ils sont portés au rôle.

ARTICLE 12.- Le paiement devra s'effectuer dans les deux mois à dater de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai précité, les sommes dues sont productives, au profit de la Ville, pour la durée du retard, d'un intérêt qui est appliqué et calculé suivant les règles en vigueur pour les impôts de l'Etat.

ARTICLE 13.- Le redevable de la présente imposition peut introduire auprès du collège communal une réclamation par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc., les contribuables pourront en demander le redressement au collège communal conformément aux dispositions de l'article 376 du Code des impôts sur les revenus.

ARTICLE 14.- Les demandes de réduction ou d'exonération prévues dans le présent règlement-taxe doivent être adressées, dans le délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, au collège communal. Ce dernier se prononcera, au vu des documents justificatifs produits par les contribuables, sur la légitimité desdites demandes, le tout sans préjudice du droit de réclamation prévu à l'article 13.

ARTICLE 15.- La présente décision entraîne abrogation de la délibération n°27 du 10 novembre 2014 établissant, pour les exercices 2015 à 2019, le règlement ayant pour objet la taxe annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

ARTICLE 16.- La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour approbation. Elle sera ensuite publiée selon les formes légales.

PRECISE QUE

les recettes seront inscrites aux budgets ordinaires de 2017 à 2019 aux articles suivants :

- 04000/363-03, ainsi libellé : « Taxe sur les déchets ménagers » ;
- 04000/363-16, ainsi libellé : « Taxe sur la délivrance de sacs-poubelle pour les ménages » ;
- 04001/363-16, ainsi libellé : « Taxe sur la délivrance de sacs-poubelle pour les assimilés » ;
- 04000/363-48, ainsi libellé : « Taxe sur les déchets assimilés ».

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : non
- **PS** : oui

OBJET N° 33 : Fourniture de clouterie et visserie durant les années 2017 à 2019 (marché stock) - Relance des lots 5 et 10 du marché initial - Approbation des conditions, du mode de passation du marché et arrêt de la liste des firmes à consulter.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 paragraphe 1 relatif aux compétences du conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, paragraphe 1, 1° a (le montant du marché, hors T.V.A. ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 2 ;

Considérant qu'une première procédure de marché par appel d'offre ouvert a été lancée, par sa délibération n° 32 du 23 mai 2016, pour laquelle 7 lots ont fait l'objet d'une attribution ;

Considérant la décision n° 78 du collège communal du 28 septembre 2016 relative à l'attribution précitée ;

Considérant qu'après l'inventaire du stock effectué par le magasin communal, il n'y a pas lieu de relancer le lot 4 "CLOUS" ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer les lots 1 (CRAMPONS) initialement "lot 5" et 2 (CHEVILLES) initialement "lot 10" ;

Considérant la nécessité d'acquérir des articles de quincaillerie (crampons et chevilles), afin d'exécuter les travaux utiles à la gestion des bâtiments communaux ;

Considérant le cahier spécial des charges relatif au marché "Fourniture de clouterie et visserie durant les années 2017 à 2019 (marché stock) - Relance de 2 lots "CRAMPONS" et "CHEVILLES" établi par le service des marchés publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- lot 1 (CRAMPONS) ;
- lot 2 (CHEVILLES) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 12.396,69 € hors T.V.A. ou 15.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, soit 5.000,00 €/ an ;

Considérant que ce marché est conclu pour une durée de trente-six mois, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'Administration communale n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de 2017, 2018 et 2019 aux articles qui seront prévus à cet effet ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33 :

1. d'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "Fourniture de clouterie et visserie durant les années 2017 à 2019 (marché stock) - Relance des lots 5 et 10 du marché initial", établis par le service des marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 12.396,69 € hors T.V.A. ou 15.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, soit 5.000,00 €/an ;
2. de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :
 - s.a. CLABOTS TOOLS, T.V.A. BE 0412.572.672 (siège social : quai des Usines 5-9 à 1000 BRUXELLES), rue Laguesse 42, 4430 ANS ;
 - s.a. RECA BELUX, T.V.A. BE 0453.342.861 [siège social : avenue Eugène Plasky 140A - Boîte 16 à 1030 BRUXELLES (SCHAERBEEK)], Assesteenweg 117 - 5B, 1740 TERNAT ;
 - n.v. WURTH BELUX, T.V.A. BE 0435.180.897, Everdongenlaan 29 A à 2300 TURNHOUT ;
3. de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché,

CHARGE

le collège communal :

1. de passer un marché par procédure négociée sans publicité pour ce marché après réception et examen des offres des firmes arrêtées par lui ;
2. d'imputer la dépense globale, estimée à 12.396,69 € hors T.V.A. ou 15.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, soit 5.000,00 €/an, sur les budgets ordinaires de 2017, 2018 et 2019, aux articles qui seront prévus à cet effet.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

OBJET N° 34 : Aménagement d'un semi-piétonnier rue du Molinay et du dépôt communal rue de la Glacière. Fonds régional d'investissement des communes 2013-2016 (F.R.I.C.). Projets 2015/0026 et 2016/0021. Mise en concordance du cahier des charges suite aux remarques du pouvoir subsidiant. Prise d'acte d'une décision prise en urgence par le collège communal.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3, paragraphe 1, relatif aux compétences du conseil communal, l'article L1311-5 relatif aux dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des travaux pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 2 ;

Vu sa décision n° 67 du 30 septembre 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché intitulé "Aménagement d'un semi-piétonnier rue du Molinay et du dépôt communal rue de la Glacière", à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 45.610,00 € hors T.V.A. ou 55.188,10 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu sa délibération n° 59 du 14 juin 2016, approuvant notamment le cahier des charges n° 2016-2539 et le montant estimé du marché intitulé "Aménagement d'un semi-piétonnier rue

du Molinay et du dépôt communal rue de la Glacière", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant total des investissements est estimé à 684.047,34 €, hors T.V.A., soit 827.697,28 €, T.V.A. comprise ;

Considérant que le cahier des charges précité a été transmis au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées (D.G.O.1), boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, et que celui-ci nous a transmis ses remarques, en date du 5 octobre 2016 ;

Considérant qu'il y avait lieu de se conformer aux impositions du pouvoir subsidiant et de revoir le cahier des charges en ce sens ;

Considérant qu'il n'était pas possible de suivre la procédure classique et d'attendre la présente séance pour lancer le marché, en raison du planning des travaux imposé par le pouvoir subsidiant ;

Considérant qu'il s'indiquait de présenter ce dossier à la plus prochaine séance du collège communal et de renvoyer celui-ci au conseil communal pour prise d'acte ;

Vu l'urgence impérieuse ;

Considérant que les autres termes de la décision restent de stricte application ;

Vu le rapport du bureau technique, en date du 13 octobre 2016, apostillé favorablement par M. Alain DIERCKX, Directeur technique des travaux, en date du 13 octobre 2016 ;

Vu la décision n° 87 du collège communal du 19 octobre 2016, par laquelle, vu l'urgence, il décidait d'apporter les modifications imposées par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées (D.G.O.1), boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, au cahier des charges n° 2016-2539 du marché intitulé "Aménagement d'un semi-piétonnier rue du Molinay et du dépôt communal rue de la Glacière", établis par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), et précisait que tous les autres termes de sa délibération n° 59 du conseil communal du 14 juin 2016 restaient de stricte application ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

PREND ACTE

de la décision du collège communal du 19 octobre 2016 concernant les modifications apportées au cahier des charges établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, relatif au marché intitulé "Aménagement d'un semi-piétonnier rue du Molinay et du dépôt communal rue de la Glacière", conformément aux impositions du pouvoir subsidiant, le Service public de Wallonie.

M. ROBERT rentre

M. le Président présente le point.

Intervention de M. Thiel sur la nécessité d'insérer des espaces pour vélos.

Réponse de M. le Président.

Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

M. ONKELINX sort

OBJET N° 35: Transport de fonds pour les années 2017, 2018 et 2019. Approbation des conditions, du mode de passation du marché et arrêt de la liste des firmes à consulter.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 paragraphe 1 relatif aux compétences du conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, paragraphe 1, 1° a (le montant du marché hors T.V.A. ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 4 ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir le transport pour l'année 2017, 2018 et 2019, des liquidités monétaires obtenues par les différents services de la Ville ;

Considérant le cahier des charges relatif au marché "Transport de fonds pour les années 2017, 2018 et 2019" établi par le service de la recette ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors T.V.A. ou 10.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise, soit 3.333,33 €, T.V.A. comprise/an ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense seront inscrits au budget ordinaire de 2017, 2018 et 2019, aux articles qui seront prévus à cet effet ;

Considérant que l'avis de légalité de Mme la Directrice financière n'est pas exigé ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

DECIDE

par 33 voix "pour", 0 voix "contre", 0 abstention, le nombre de votants étant de 33 :

1. d'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "Transport de fonds pour les années 2017, 2018 et 2019", établis par le service de la recette. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors T.V.A. ou 10.000,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
3. de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :
 - s.a. COBELGUARD CIT, T.V.A. BE 0834.600.965, Ottergemsesteenweg 419 à 9000 GENT ;
 - s.p.r.l. H-SECURITE, T.V.A. BE 0864.017.996, rue Colonel Bourg 107 à 1140 BRUXELLES (EVERE) ;
 - s.p.r.l. INTERACTIF GUARDING, T.V.A. BE 0878.138.129, rue Abbe Pollart 15 à 6250 AISEAU,

CHARGE

le collège communal :

- de passer un marché par procédure négociée sans publicité pour ce marché après réception et examen des offres des firmes arrêtées par lui ;
- d'imputer ces dépenses sur le budget ordinaire des exercices 2017, 2018 et 2019, aux articles qui seront prévus à cet effet.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

OBJET N° 36 : Réfection des trottoirs à OUGREE-HAUT - Phase 3. Fonds régional d'investissement des communes 2013-2016 (F.R.I.C.). Projet 2015/0070. Mise en concordance du cahier des charges suite aux remarques du Pouvoir subsidiant. Prise d'acte d'une décision prise en urgence par le collège communal.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3, paragraphe 1, relatif aux compétences du conseil communal, l'article L1311-5 relatif aux dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 2 ;

Vu sa décision n° 60 du 10 novembre 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché intitulé "Réfection de trottoirs à OUGREE-HAUT - Phase 3, à JEMEPPE et aux Biens-Communaux", à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 68.850,00 € hors T.V.A. ou 83.308,50 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu sa décision n° 77 du 8 juin 2016 relative à l'attribution du marché intitulé "Marché complémentaire d'études et de coordination sécurité-santé en vue de réaliser la réfection de trottoirs dans divers quartiers de l'entité" au prestataire de services initial, soit à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 BEYNE-HEUSAY (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 31.500,00 € hors T.V.A. ou 38.115,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération n° 57 du conseil communal du 14 juin 2016 approuvant notamment le cahier des charges n° 2016-2531 et le montant estimé du marché intitulé "Réfection des trottoirs à OUGREE-HAUT – Phase 3 », établis par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant total des investissements est estimé à 822.440,95 € hors T.V.A. soit 995.153,55 €, T.V.A. comprise ;

Considérant que le cahier des charges précité a été transmis au Service public de Wallonie (S.P.W.), Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées (DGO1), boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, et que celui-ci a transmis à la Ville ses remarques, en date du 23 septembre 2016 ;

Considérant qu'il y avait lieu de se conformer aux impositions du pouvoir subsidiant et de revoir le cahier des charges en ce sens ;

Considérant qu'il n'était pas possible de suivre la procédure classique et d'attendre la présente séance pour lancer le marché, en raison du planning des travaux imposé par le pouvoir subsidiant ;

Considérant qu'il s'indiquait de présenter ce dossier à la plus prochaine séance du collège communal et de renvoyer celui-ci au conseil communal pour prise d'acte ;

Vu l'urgence impérieuse ;

Considérant que les autres termes de sa décision restent de stricte application ;

Vu le rapport du bureau technique, en date du 11 octobre 2016, apostillé favorablement par M. Alain DIERCKX, Directeur technique des travaux, en date du 12 octobre 2016 ;

Vu la décision n° 88 du collège communal du 19 octobre 2016 par laquelle, vu l'urgence, il décidait d'apporter les modifications imposées par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées (DGO1), boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, au cahier des charges n° 2016-2531 du marché intitulé "Réfection des trottoirs à OUGREE-HAUT - Phase 3", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), et précisait que tous les autres termes de sa délibération n° 57 du conseil communal du 14 juin 2016 restaient de stricte application ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

PREND ACTE

de sa décision n° 88 du 19 octobre 2016 concernant les modifications apportées au cahier des charges établis par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON relatif au marché intitulé "Réfection des trottoirs à OUGREE-HAUT – Phase 3", conformément aux impositions du pouvoir subsidiant, le Service public de Wallonie.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

OBJET N° 37 : Réfection des trottoirs aux Biens-Communaux. Fonds régional d'investissement des communes 2013-2016 (F.R.I.C.). Projet 2015/0072 Mise en concordance du cahier des charges suite aux remarques du pouvoir subsidiant. Prise d'acte d'une décision prise en urgence par le collège communal.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures et notamment ses articles L1222-3, paragraphe 1, relatif aux compétences du conseil communal, L1311-5 relatif aux dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident et L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment son article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures et notamment son article 5, paragraphe 2 ;

Vu la décision n° 60 du collège communal du 10 novembre 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Réfection de trottoirs à OUGREE-HAUT (phase 3), à JEMEPPE et aux Biens-Communaux", à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue Émile Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 68.850,00 € hors T.V.A. soit 83.308,50 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la décision n° 77 du collège communal du 8 juin 2016 relative à l'attribution du marché intitulé "Marché complémentaire d'études et de coordination sécurité-santé en vue de réaliser la réfection de trottoirs dans divers quartiers de l'entité", au prestataire de services initial, soit à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue Émile Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 31.500,00 €, hors T.V.A., soit 38.115,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu sa délibération n° 56 du 14 juin 2016 approuvant notamment le cahier des charges et le montant estimé du marché "Réfection des trottoirs aux Biens-Communaux", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue Émile Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élevant à 815.497,32 € hors T.V.A. soit 986.751,76 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que le cahier des charges précité a été transmis au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et bâtiments (DGO1), Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées, boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, et que celui-ci a transmis ses remarques à la Ville de SERAING en date du 28 septembre 2016 ;

Considérant qu'il y avait lieu de se conformer aux impositions du pouvoir subsidiant et de revoir le cahier des charges en ce sens ;

Considérant qu'il n'était pas possible de suivre la procédure classique et d'attendre la présente séance pour lancer le marché, en raison du planning des travaux imposé par le pouvoir subsidiant ;

Considérant qu'il s'indiquait de présenter ce dossier à la plus prochaine séance du collège communal et de renvoyer celui-ci au conseil pour prise d'acte ;

Vu l'urgence impérieuse ;

Considérant que les autres termes de la délibération précitée restent de stricte application ;

Vu le rapport du bureau technique du 11 octobre 2016, apostillé favorablement par M. DIERCKX, Directeur technique des travaux, en date du 12 octobre 2016 ;

Vu la décision n° 92 du collège communal du 19 octobre 2016 par laquelle, vu l'urgence, il était décidé d'apporter les modifications imposées par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et bâtiments (DGO1), Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées, boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, au cahier des charges du marché intitulé "Réfection des trottoirs aux Biens-Communaux", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue Emile Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), et précisait que tous les autres termes de la délibération n° 56 du conseil communal du 14 juin 2016 restaient de stricte application ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,
PREND ACTE

de la décision n° 92 du collège communal du 19 octobre 2016 concernant les modifications apportées au cahier des charges établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON relatif au marché intitulé "Réfection des trottoirs aux Biens-Communaux", conformément aux impositions du pouvoir subsidiant, le Service public de Wallonie.

M. le Président présente le point.
Aucune remarque ni objection.
Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

OBJET N° 38: Réhabilitation de la place Brossolette. Fonds régional d'investissement des communes 2013-2016 (F.R.I.C.). Projet 2015/0059. Mise en concordance du cahier des charges suite aux remarques du pouvoir subsidiant. Prise d'acte d'une décision prise en urgence par le collège communal.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3, paragraphe 1, relatif aux compétences du conseil communal, l'article L1311-5 relatif aux dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des travaux pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 2 ;

Vu la décision n° 67 du collège communal du 17 décembre 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Réhabilitation de la place Brossolette, 4101 SERAING (JEMEPPE)", à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 BEYNE-HEUSAY (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 34.515,00 € hors T.V.A. ou 41.763,15 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu sa délibération n° 60 du 14 juin 2016, approuvant notamment le cahier des charges et le montant estimé du marché "Réhabilitation de la place Brossolette", établi par l'auteur de projet s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 BEYNE-HEUSAY (T.V.A. BE 0453.236.062). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé à charge de la Ville s'élevant à 468.840,34 € hors T.V.A. ou 567.296,81 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que le cahier des charges précité a été transmis au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments (DGO1), Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées, boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR et que celui-ci nous a transmis ses remarques en date du 28 septembre 2016 ;

Considérant qu'il y avait lieu de se conformer aux impositions du pouvoir subsidiant et de revoir le cahier des charges en ce sens ;

Considérant qu'il n'était pas possible de suivre la procédure classique et d'attendre la présente séance pour lancer le marché, en raison du planning des travaux imposé par le pouvoir subsidiant ;

Considérant qu'il s'indiquait de présenter ce dossier à la plus prochaine séance du collège communal et de renvoyer celui-ci au conseil pour prise d'acte ;

Vu l'urgence impérieuse ;

Considérant que les autres termes de la délibération précitée restent de stricte application ;

Vu le rapport du bureau technique du 12 octobre 2016, apostillé favorablement par M. DIERCKX, Directeur technique des travaux ;

Vu la décision n° 90 du collège communal du 19 octobre 2016, par laquelle, vu l'urgence, il décidait d'apporter les modifications imposées par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments (DGO1), Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées, boulevard du Nord 8, 5000

NAMUR, au cahier des charges du marché intitulé "Réhabilitation de la place Brossolette", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), et précisait que tous les autres termes de sa délibération n° 60 du 14 juin 2016 restaient de stricte application ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,
PREND ACTE

de la décision du collège communal du 19 octobre 2016 concernant les modifications apportées au cahier des charges établi par l'auteur de projet s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON relatif au marché intitulé "Réhabilitation de la place Brossolette", conformément aux impositions du pouvoir subsidiant, le Service public de Wallonie.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

OBJET N° 39 : Réfection de trottoirs à JEMEPPE. Fonds régional d'investissement des communes 2013-2016 (F.R.I.C.). Projet 2015/0071. Mise en concordance du cahier des charges suite aux remarques du pouvoir subsidiant. Prise d'acte d'une décision prise en urgence par le collège communal.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3, paragraphe 1, relatif aux compétences du conseil communal, l'article L1311-5 relatif aux dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, paragraphe 2 ;

Vu sa décision n° 60 du 10 novembre 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché intitulé "Réfection de trottoirs à OUGREE-HAUT - Phase 3 à JEMEPPE et aux Biens-Communaux", à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 68.850,00 € hors T.V.A. ou 83.308,50 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu sa décision n° 77 du 8 juin 2016, relative à l'attribution du marché intitulé "Marché complémentaire d'études et de coordination sécurité-santé en vue de réaliser la réfection de trottoirs dans divers quartiers de l'entité" au prestataire de services initial, soit à la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 BEYNE-HEUSAY (T.V.A. BE 0453.236.062), pour le montant d'offre contrôlé de 31.500,00 € hors T.V.A. ou 38.115,00 €, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération n° 58 du conseil communal du 14 juin 2016 approuvant notamment le cahier des charges n° 2016-2536 et le montant estimé du marché intitulé "Réfection de trottoirs à JEMEPPE", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant total des investissements est estimé à 825.835,98 € hors T.V.A., soit 995.261,54 €, T.V.A. comprise ;

Considérant que le cahier des charges précité a été transmis au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées (DGO1), boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, et que celui-ci a transmis à la Ville ses remarques, en date du 28 septembre 2016 ;

Considérant qu'il y avait lieu de se conformer aux impositions du pouvoir subsidiant et de revoir le cahier des charges en ce sens ;

Considérant qu'il n'était pas possible de suivre la procédure classique et d'attendre la présente séance pour lancer le marché, en raison du planning des travaux imposé par le pouvoir subsidiant ;

Considérant qu'il s'indiquait de présenter ce dossier à la plus prochaine séance du collège communal et de renvoyer celui-ci au conseil communal pour prise d'acte ;

Vu l'urgence impérieuse ;

Considérant que les autres termes de sa décision restent de stricte application ;

Vu le rapport du bureau technique, en date du 12 octobre 2016, apostillé favorablement par M. Alain DIERCKX, Directeur technique des travaux, en date du 12 octobre 2016 ;

Vu la décision n° 91 du collège communal du 19 octobre 2016 par laquelle, vu l'urgence, il décidait d'apporter les modifications imposées par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Département des infrastructures subsidiées, Direction des voiries subsidiées (DGO1), boulevard du Nord 8, 5000 NAMUR, au cahier des charges n° 2016-2536 du marché intitulé "Réfection de trottoirs à JEMEPPE", établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ÉTUDES B. BODSON, rue E. Vandervelde 24, 4610 QUEUE-DU-BOIS (T.V.A. BE 0453.236.062), et précisait que tous les autres termes de sa délibération n° 58 du conseil communal du 14 juin 2016 restaient de stricte application ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

PREND ACTE

de sa décision du 19 octobre 2016 concernant les modifications apportées au cahier des charges établi par l'auteur de projet, la s.p.r.l. BUREAU D'ETUDES B. BODSON relatif au marché intitulé "Réfection de trottoirs à JEMEPPE", conformément aux impositions du pouvoir subsidiant, le Service public de Wallonie.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

OBJET N° 40 : Vente de bois sur pied situés allée du Bol d'Air, 4100 SERAING (BONCELLES).
Prise d'acte d'une décision prise en urgence par le collège communal.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1123-23 relatif aux compétences du collège communal, l'article L1122-36 relatif aux compétences du conseil relatives à l'administration des bois et forêts de la commune et les articles L1122-30 et L1315-1 ;

Vu le règlement général de la comptabilité communale et plus particulièrement son article 19 ;

Attendu que, début juillet, la chute d'une branche d'arbre situé sur parcelle communale allée du Bol d'Air (parcelle cadastrée avenue Renard, section C, n° 53 F 38, 40.945 m²) a endommagé gravement un bâtiment privé et qu'une nouvelle chute de branches, sur un parking et la voirie a eu lieu fin août ;

Attendu que les conclusions de l'expertise des bois, qui a eu lieu avec l'aide du Service public de Wallonie, Département de la nature et des forêts, Direction de LIÈGE, spécialiste en gestion forestière, a porté sur plusieurs points mais dont le plus important est que plusieurs arbres présentent un danger important de chutes sur des voiries, des biens ou pire sur des personnes, étant donné la présence de bois morts ou pourris sur pieds risquant de tomber à tout moment mais surtout aux prochains grands vents ;

Attendu que le danger que représente cette situation impose à la Ville d'effectuer, dans les plus brefs délais, une vaste opération de sécurisation par le biais d'une coupe sélective et qu'à cet effet le volume important des bois martelés est estimé à 189,59 m³ ;

Attendu que la parcelle concernée est située dans une zone d'habitat au plan de secteur, qu'il s'agit d'une compétence du conseil communal, le décret relatif au Code forestier, et ses annexes notamment le cahier spécial des charges, ne s'appliquent donc pas ;

Attendu qu'il s'agit de bois sur pied appartenant au patrimoine communal, il y avait donc lieu de les déclasser préalablement à la réalisation d'une vente de bois sur pieds de manière autonome ;

Attendu qu'il ne s'agit pas d'une coupe à blanc mais d'une coupe d'entretien, les travaux n'enlèveront pas à ce massif son attractivité en termes de biodiversité car sa situation géographique en fait un axe de réseau de pénétration important, outre son rôle de réserve ;

Attendu que les accès sont relativement aisés en terme d'exploitation et que la coupe pourrait intéresser bon nombre d'exploitants forestiers spécialisés, il convenait de pouvoir fixer les conditions préalables à l'exploitation durant et après celle-ci ;

Considérant que c'est au conseil communal de décider de procéder au déclassement, à la vente et d'arrêter la procédure et les conditions spécifique d'organisation d'une vente de bois sur pieds marqués mais que, vu le danger constaté par le Service public de Wallonie,

Département de la nature et des forêts, Direction de LIÈGE, spécialiste de la gestion forestière et les services de la Ville, que représentent plusieurs bois qui risquent de tomber sur des bâtiments, des voiries ou des personnes, il s'indiquait que le collège communal prenne ces mesures en urgence et renvoie le dossier au plus prochain conseil communal pour prise d'acte ;

Vu la décision n° 100 du collège communal, prise en urgence en sa séance du 12 octobre 2016, concernant le déclassement et la vente de bois sur pied marqués sis allée du Bol d'Air (parcelle cadastrée avenue Renard, section C, n° 53 F 38) ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

PREND ACTE

de la décision n° 100 prise en urgence par le collège communal en séance du 12 octobre 2016, relative au déclassement et à la vente de bois sur pied marqués sis allée du Bol d'Air (parcelle cadastrée avenue Renard, section C, n° 53 F 38) pour des recettes estimées à 500 € , et arrêtant la procédure et les conditions spécifiques de l'organisation d'une vente de bois marqués.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Prise d'acte; ce point n'appelle pas de vote.

OBJET N° 41 : Fixation du coût-vérité pour l'exercice 2017.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 ;

Vu l'article 21 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié par le décret du 27 mars 2007 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu la circulaire du 1er octobre 2008 relative à la mise en œuvre dudit arrêté ;

Vu les circulaires relatives, d'une part, à l'élaboration des budgets 2017 des communes précisant que les communes doivent couvrir entre 95 et 110 % du coût-vérité et, d'autre part, à l'élaboration et l'actualisation des plans de gestion précisant que les communes sous plan de gestion doivent atteindre un taux de couverture minimum de 100 % ;

Attendu que la circulaire budget précise que le formulaire de l'Office wallon des déchets constitue la pièce justificative qu'il convient de joindre, en annexe notamment, du règlement-taxe et qu'en conséquence, les conseils communaux doivent se prononcer formellement sur le taux de couverture du coût des déchets ;

Attendu que le formulaire a été établi, d'une part, sur les dépenses et recettes connues et arrêtées de l'exercice 2015 et, d'autre part, sur les éléments connus de modifications de recettes et de dépenses, notamment en ce qui concerne la tarification des services de l'intercommunale ;

Vu sa délibération prise en cette même séance établissant, pour les exercices 2017 à 2019, le règlement ayant pour objet la taxe annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Vu le procès-verbal de la section préparatoire relatif au présent point,

MARQUE SON ACCORD

par 30 voix « pour », 4 voix « contre », 0 abstention, le nombre de votants étant de 34 , sur les éléments repris dans le formulaire à transmettre à l'Office wallon des déchets qui établissent, pour l'exercice 2017, un taux de couverture de 100,07 %.

M. le Président présente le point.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : non
- **PS** : oui

OBJET N° 67 : (41 bis) - Courriel du 2 novembre 2016 par lequel M. SCIORTINO, Conseiller communal, sollicite, sur base de l'article L1122-24 du C.D.L.D., l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du 14 novembre 2016, dont l'objet est : "Projet de construction d'un centre médical privé, avenue des Champs 104, 4100 SERAING".

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-24 ;

Vu le courriel du 2 novembre 2016 par lequel M. SCIORTINO, Conseiller communal, sollicite, sur base de l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du 14 novembre 2016, dont l'objet est : "Projet de construction d'un centre médical privé, avenue des Champs 104, 4100 SERAING", et dont voici la teneur :

"Il y a peu, j'étais interpellé par plusieurs riverains de l'avenue des Champs à Seraing.

En effet, un projet de construction d'un centre médical privé a été déposé au bureau de l'Urbanisme de la ville de Seraing. Directement, les riverains se sont mobilisés en nombre, une pétition importante contre le projet a été déposée au service de l'Urbanisme.

Mon interpellation, pour dénoncer un projet pharaonique dans un quartier paisible, sympa. Imaginez les voisins directs de ce projet, ils vont se retrouver avec un bâtiment rez-de-chaussée +3 à côté de leur petite maison, insensé pour ces habitants. Et puis, dans une ville comme Seraing, avec un hôpital, est-il nécessaire d'accueillir une polyclinique supplémentaire ?

Le terrain concerné est aussi une richesse pour la faune, la flore.

D'autres projets que celui-ci pourraient y voir le jour."

PREND CONNAISSANCE

de la correspondance susvisée.

M. ONKELINX rentre

Exposé de M. Sciortino. Compte tenu du courrier reçu de M. l'Echevin du développement territorial, M. le conseiller communal reformule son intervention.

Réponse de M. le Président.

OBJET N° 68 : (41 ter) Courriel du 8 novembre 2016 par lequel M. Paul ANCION, Conseiller communal, sollicite, sur base de l'article L1122-24 du C.D.L.D., l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du 14 novembre 2016, dont l'objet est : "Fermeture annoncée de la centrale TGV de Seraing".

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-24 ;

Vu le courriel du 8 novembre 2016 par lequel M. Paul Ancion, Conseiller communal, sollicite, sur base de l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du 14 novembre 2016, dont l'objet est : "Fermeture annoncée de la centrale TGV de Seraing", et dont voici la teneur :

"Au mois de juin dernier, le groupe EDF Luminus a notifié aux autorités sa volonté de fermer définitivement plusieurs centrales thermiques, dont la centrale TGV de Seraing. Cette fermeture serait, pour différentes raisons, préjudiciable pour notre commune, mais aussi pour notre pays. Pouvez-vous nous dire si des démarches sont entreprises par la commune pour que cet outil soit conservé ?"

PREND CONNAISSANCE

de la correspondance susvisée.

Exposé de M. Ancion.

Réponse de M. le Président.

Intervention de M. Ancion.

Intervention de M. Todaro.

Réponse de M. le Président.

Intervention de M. Ancion.

Réponse de M. le Président.

Intervention de M. Thiel.

Réponse de M. le Président.

OBJET N° 69 : (41 quater) Approbation des points à l'ordre du jour de l'assemblée générale statutaire de la s.c.r.l COMPAGNIE INTERCOMMUNALE LIEGEOISE DES EAUX (C.I.L.E.) à laquelle la Ville de SERAING est associée. (URGENCE)

Vu le courrier et l'e-mail du 9 novembre 2016 par lesquels la s.c.r.l. COMPAGNIE INTERCOMMUNALE LIEGEOISE DES EAUX (C.I.L.E.) convoque la Ville de SERAING à son assemblée générale statutaire du 15 décembre 2016 et en transmet l'ordre du jour, ainsi que ses annexes ;

Vu le Code des sociétés et, plus particulièrement, les articles 390 et suivants relatifs aux s.c.r.l. ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-12 ;

Vu les statuts de l'intercommunale publiés aux annexes du Moniteur belge et modifiés en dernier lieu le 6 janvier 2016 sous le numéro 0002331 ;

Vu sa délibération n°9, 4) du 22 avril 2013 désignant, en qualité de délégués au sein de l'assemblée générale de ladite intercommunale, MM. Jean-Louis DELMOTTE, Eric VANBRABANT, Jacques LAEREMANS, Marcel BERGEN et Mme Anne-Françoise VALESIO ;

Attendu que lorsque le conseil communal délibère sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale, les délégués rapportent la proportion des votes intervenus ;

Attendu que, dans ce cas, la présence d'un seul délégué suffit pour exprimer la totalité des voix de la Ville à l'assemblée générale ;

Attendu, a contrario, qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à la Ville ;

Attendu que l'ordre du jour de l'assemblée générale statutaire comprend, notamment, un point relatif au plan stratégique, pour lequel l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Entendu M. le Président, lequel informe le conseil de ce que le collège communal sollicite l'examen d'urgence du présent objet ;

Vu l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, autorisant la mise en discussion d'un objet étranger à l'ordre du jour du conseil communal en cas d'urgence déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ;

Attendu que l'urgence est déclarée par 33 membres de l'assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir : MM. ANCION, BEKAERT, Mmes BUDINGER, Laura CRAPANZANO, M. CULOT, Mme DELIEGE, MM. DELL'OLIVO, DELMOTTE, Mmes GELDOF, GERADON, MM. GROSJEAN, HOLZEMANN, Mmes JEDOCI, KRAMMISCH, MM. MATHOT, MAYERESSE, Mme MILANO, MM. NAISSE, NILS, ONKELINX, Mmes PENELLE, PICCHIETTI, MM. RIZZO, ROBERT, Mmes ROBERTY, ROSENBAUM, MM. SCIORTINO, THIEL, TODARO, Mmes TREVISAN, VALESIO, MM. VANBRABANT, VAN DER KAA et WALTHERY,

APPROUVE

les points suivants à l'ordre du jour de l'assemblée générale statutaire du 15 décembre 2016 de la s.c.r.l. COMPAGNIE INTERCOMMUNALE LIEGEOISE DES EAUX (C.I.L.E.), à laquelle la Ville de SERAING est associée :

1. Plan stratégique 2014-2016 - 2ème évaluation - Approbation
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
1. Approbation du plan stratégique - Prévisions financières pour les exercices 2017-2019
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
1. Lecture du procès-verbal - Approbation
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34,

CHARGE

le service juridique d'adresser un extrait certifié conforme de la présente délibération, à la s.c.r.l. COMPAGNIE INTERCOMMUNALE LIEGEOISE DES EAUX (C.I.L.E.).

M. le Président présente le point.

L'examen du point en urgence est admis à l'unanimité.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 70 : (41 quinquies) Approbation des points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE D'INCENDIE DE LIEGE ET ENVIRONS (I.I.L.E.- S.R.I.) à laquelle la Ville de SERAING est associée.
(URGENCE)

Vu l'e-mail du 9 novembre 2016 par lesquels la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE D'INCENDIE DE LIEGE ET ENVIRONS (I.I.L.E.- S.R.I.) convoque la Ville de SERAING à son assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2016 et en transmet l'ordre du jour, ainsi que ses annexes ;

Vu le Code des sociétés et, plus particulièrement, les articles 390 et suivants relatifs aux s.c.r.l. ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-12 ;

Vu les statuts de l'intercommunale publiés aux annexes du Moniteur belge et modifiés en dernier lieu le 4 juillet 2016 sous le numéro 0091684 ;

Vu sa délibération n° 9, 8) du 22 avril 2013 désignant, en qualité de délégués au sein de l'assemblée générale de ladite intercommunale, Mme Andrée BUDINGER, MM. Francis BEKAERT, Marcel BERGEN, Jean-Louis DELMOTTE et Andrea DELL'OLIVO, pendant la législature 2012-2018 ;

Attendu que lorsque le conseil communal délibère sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale, les délégués rapportent la proportion des votes intervenus ;

Attendu que, dans ce cas, la présence d'un seul délégué suffit pour exprimer la totalité des voix de la Ville à l'assemblée générale ;

Attendu, a contrario, qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à la Ville ;

Attendu que l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire comprend, notamment, un point relatif au plan stratégique, pour lequel l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Entendu M. le Président, lequel informe le conseil de ce que le collège communal sollicite l'examen d'urgence du présent objet ;

Vu l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, autorisant la mise en discussion d'un objet étranger à l'ordre du jour du conseil communal en cas d'urgence déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ;

Attendu que l'urgence est déclarée par 33 membres de l'assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir : MM. ANCION, BEKAERT, Mmes BUDINGER, Laura CRAPANZANO, M. CULOT, Mme DELIEGE, MM. DELL'OLIVO, DELMOTTE, Mmes GELDOF, GERADON, MM. GROSJEAN, HOLZEMANN, Mmes JEDOCI, KRAMMISCH, MM. MATHOT, MAYERESSE, Mme MILANO, MM. NAISSE, NILS, ONKELINX, Mmes PENELLE, PICCHIETTI, MM. RIZZO, ROBERT, Mmes ROBERTY, ROSENBAUM, MM. SCIORTINO, THIEL, TODARO, Mmes TREVISAN, VALESIO, MM. VANBRABANT, VAN DER KAA et WALTHERY,

APPROUVE

les points suivants à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2016 de la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE D'INCENDIE DE LIEGE ET ENVIRONS (I.I.L.E.- S.R.I.), à laquelle la Ville de SERAING est associée :

1. Remplacement d'un administrateur (cf. annexe 1)
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
2. Plan stratégique 2017-2019 - Evaluation 2016 (cf. annexe 2)
par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34,

CHARGE

le service juridique d'adresser un extrait certifié conforme de la présente délibération, à la s.c.r.l. INTERCOMMUNALE D'INCENDIE DE LIEGE ET ENVIRONS (I.I.L.E.- S.R.I.).

M. le Président présente le point.

L'examen du point en urgence est admis à l'unanimité.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

OBJET N° 71: (41 sexies) Approbation des points aux ordres du jour des assemblées générales stratégique et extraordinaire de la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE LIEGE (A.I.D.E.) à laquelle la Ville de SERAING est associée. (URGENCE)

Vu les e-mails du 10 novembre 2016 par lesquels la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE LIEGE (A.I.D.E.) convoque la Ville de SERAING à ses assemblées générales stratégique et extraordinaire du 19 décembre 2016 et en transmet les ordres du jour, ainsi que leurs annexes ;

Vu le Code des sociétés et, plus particulièrement, les articles 390 et suivants relatifs aux s.c.r.l. ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-12 ;

Vu les statuts de l'intercommunale publiés aux annexes du Moniteur belge et modifiés en dernier lieu le 8 juillet 2016 sous le numéro 0094602 ;

Vu sa délibération n° 9, 1) du 22 avril 2013 désignant, en qualité de délégués au sein de l'assemblée générale de ladite intercommunale, MM. Alain DECERF, Eric VANBRABANT, Marcel BERGEN, Mmes Sabine ROBERTY et Déborah GERADON ;

Attendu que lorsque le conseil communal délibère sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale, les délégués rapportent la proportion des votes intervenus ;

Attendu que, dans ce cas, la présence d'un seul délégué suffit pour exprimer la totalité des voix de la Ville à l'assemblée générale ;

Attendu, a contrario, qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à la Ville ;

Attendu que l'ordre du jour de l'assemblée générale stratégique comprend, notamment, un point relatif au plan stratégique, pour lequel l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention ;

Vu la décision du collège communal du 2 novembre 2016 arrêtant l'ordre du jour de la présente séance ;

Entendu M. le Président, lequel informe le conseil de ce que le collège communal sollicite l'examen d'urgence du présent objet ;

Vu l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, autorisant la mise en discussion d'un objet étranger à l'ordre du jour du conseil communal en cas d'urgence déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ;

Attendu que l'urgence est déclarée par 33 membres de l'assemblée, à l'unanimité des membres présents, à savoir : MM. ANCION, BEKAERT, Mmes BUDINGER, Laura CRAPANZANO, M. CULOT, Mme DELIEGE, MM. DELL'OLIVO, DELMOTTE, Mmes GELDOF, GERADON, MM. GROSJEAN, HOLZEMANN, Mmes JODOCI, KRAMMISCH, MM. MATHOT, MAYERESSE, Mme MILANO, MM. NAISSE, NILS, ONKELINX, Mmes PENELLE, PICCHIETTI, MM. RIZZO, ROBERT, Mmes ROBERTY, ROSENBAUM, MM. SCIORTINO, THIEL, TODARO, Mmes TREVISAN, VALESIO, MM. VANBRABANT, VAN DER KAA et WALTHERY,

APPROUVE

1. les points suivants à l'ordre du jour de l'assemblée générale stratégique du 19 décembre 2016 de la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE LIEGE (A.I.D.E.), à laquelle la Ville de SERAING est associée :
 - Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 20 juin 2016
 - par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34.
 - Approbation du Plan stratégique 2017-2019
 - par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34 ;
2. le point unique suivant à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 2016 de la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE LIEGE (A.I.D.E.), à laquelle la Ville de SERAING est associée :
 - Modifications statutaires : objet social
 - par 30 voix "pour", 0 voix "contre", 4 abstentions, le nombre de votants étant de 34,

CHARGE

le service juridique d'adresser un extrait certifié conforme de la présente délibération, à la s.c.r.l. ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE LIEGE (A.I.D.E.).

M. le Président présente le point.

L'examen du point en urgence est admis à l'unanimité.

Aucune remarque ni objection.

Vote sur le point :

- **MR-IC** : oui
- **ECOLO** : oui
- **PTB+** : abstention
- **PS** : oui

La séance publique est levée